

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Le ministre inspecte et inaugure

Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, entame une visite de travail et de terrain dans la wilaya d'Oum El Bouaghi, pour inspecter plusieurs entreprises industrielles, ainsi que l'état des zones industrielles de la wilaya, a indiqué un communiqué du ministère

P 3



SANTÉ

Le ministère annonce la construction prochaine d'un gigantesque hôpital à Blida

Dans une démarche visant à améliorer la qualité des services médicaux offerts aux patients, le Ministère de la Santé et de la Population a annoncé son intention de bientôt entamer la construction d'un vaste hôpital dans la wilaya de Blida.

P 4

BARRAGE VERT

26 millions de plants mis en terre dans le cadre du programme 2020-2023



Plus de 26 millions de plants ont été mis en terres dans les zones du barrage vert dans le cadre du programme 2020-2023 en cours

P 3

ENIE DE SIDI BEL-ABBÈS

Signature d'une convention pour la fabrication de 20.000 TPE

L'Entreprise nationale des industries électroniques (ENIE) de Sidi Bel-Abbès vient de signer une convention avec la Société des services bancaires (SSB) pour la fabrication de 20.000 terminaux de paiement électronique (TPE), a indiqué mardi la Directrice générale de l'ENIE.

P 3

Géant

ELECTRONIC

Moi, c'est Géant...

www.geant-dz.com | info@geant-dz.com | [geantelectronics](https://www.facebook.com/geantelectronics)

أنا، مع جي-ون

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
**Le ministre de
inspecte le
CDER à Alger**

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a inspecté le Centre de développement des énergies renouvelables (CDER) à Bouzareah (Alger). A cette occasion, le ministre a inspecté le centre spécialisé dans la conversion de l'énergie solaire en énergie électrique et inauguré un laboratoire de mesure du rayonnement solaire, précisant que la création de ces deux centres s'inscrivait dans le cadre de "la mise en œuvre des instructions du président de la République en faveur de la création de bureaux d'études et de filiales économiques dans les universités et les centres de recherche et de l'emploi des connaissances scientifiques au service du développement économique". M. Baddari a souligné "l'importance de la valorisation de la recherche scientifique et de l'innovation dans la promotion du développement économique et la création d'emplois". Cela passe, par exemple, par la commercialisation des réalisations aux entreprises économiques intéressées par la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables, a-t-il dit. Et d'insister sur la nécessité d'encourager les brevets d'invention car c'est, a-t-il dit, "une première étape fondamentale pour la commercialisation du produit".

BESOINS ÉNERGÉTIQUES MONDIAUX EN 2050

Le gaz et le pétrole représenteront 54%

Le pétrole et le gaz naturel devraient encore répondre à plus de la moitié des besoins énergétiques mondiaux en 2050, soit 54 %, a déclaré le plus grand producteur de pétrole américain Exxon Mobil Corp. Il prévoit que le monde atteindra 25 milliards de tonnes métriques d'émissions de dioxyde de carbone (CO2) liées à l'énergie en 2050.

Un chiffre représentant plus du double des 11 milliards de tonnes métriques qui, selon le groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) des Nations unies, seraient nécessaires en moyenne dans le cadre de son scénario «2°C en moins». Selon Exxon Mobil, «une transition énergétique est en cours, mais elle ne se produit pas encore à l'échelle ou selon le calendrier requis pour réaliser les ambitions de la société en matière d'émissions nettes zéro». Dans cette optique, l'Agence internationale de

l'énergie (AIE) affirme que depuis 2021 que des ressources beaucoup plus importantes doivent être consacrées aux technologies d'énergie propre pour que le monde soit en mesure d'atteindre un niveau d'émissions nettes nulles d'ici à 2050. Toutefois, EXXon Mobil, qui cite l'AIE, indique que seules deux des 55 technologies nécessaires pour parvenir à des émissions nettes nulles d'ici 2050 sont en bonne voie. Le géant US prévoit que les émissions de CO2 liées à l'énergie atteindront un pic de plus de 34 milliards de tonnes au cours de cette décennie



NAFTAL

Abdelkadir Chafi en visite de travail à Béjaia

Accompagné du secrétaire du syndicat national, Abdelhak Amrani, le président-directeur général de Naftal, Abdelkader Chafi, effectue une visite de travail dans la wilaya de Béjaia. A l'entame de la visite, le premier

responsable de l'entreprise a inspecté le centre familial de Melbou où il s'est enquis de la qualité des prestations fournies. Abdelkader Chafi a été reçu ce mercredi matin par le Secrétaire général de la wilaya de Béjaia, indiquant un communiqué

de Naftal. Une opportunité d'évoquer plusieurs points dont l'état de la station-service de Bir Es-Salam, récemment remise en service. Les deux responsables se sont rendus, par la suite, à ladite station pour constater de visu de la qualité des presta-

tions fournies et des structures disponibles. Par ailleurs, les deux responsables ont abordé l'état d'avancement des travaux de la station-service implantée au niveau de la pénétrente autoroutière reliant la wilaya de Béjaia à l'autoroute Est-

Ouest. L'extension de la distribution du gaz propane au niveau des zones reculées et l'extension des services GPL au niveau des stations-service privées, ont été également abordés, en sus d'autres points liés au secteur énergétique.

ENIE DE SIDI BEL-ABBÈS

Signature d'une convention pour la fabrication de 20.000 TPE

L'Entreprise nationale des industries électroniques (ENIE) de Sidi Bel-Abbès vient de signer une convention avec la Société des services bancaires (SSB) pour la fabrication de 20.000 terminaux de paiement électronique (TPE), a indiqué mardi la Directrice générale de l'ENIE. La fabrication de cette quantité de terminaux de paiement électronique débutera au mois de septembre prochain, a

indiqué Mme Baya Kendil dans une déclaration à l'APS, faisant état également dans ce même contexte de la concrétisation d'un projet avec Naftal pour la réalisation d'équipements fixes de paiement électronique, qui seront placés au niveau des stations d'essence. La même responsable a fait savoir que plus de 50.000 unités de paiement électronique ont été fabriquées depuis le lancement de ce projet de production

en 2018, dans le cadre d'une convention signée entre le secteur de la poste et des télécommunication et la SSB, dans l'objectif de promouvoir les outils de la production nationale. S'agissant du type de terminaux du paiement électronique, elle a expliqué qu'il est question de fabriquer trois types d'appareils (terminal classique, terminal grand format et petit terminal intelligent).

La capacité annuelle de production de ces appareils dépasse 220.000 unités, a-t-elle encore noté, ajoutant que l'ENIE dispose de moyens et de compétences de haut niveau, lui permettant de réaliser les projets inclus dans les conventions signées avec différents secteurs et de contribuer au développement de l'économie nationale suivant la stratégie tracée par les hautes autorités du pays.

Quotidien économique

Les Enjeux Eco

Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
**Belmihoub
Abdelaziz**

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
30, Rue Mehdi Ibn Toumert Bologhine
Ibn Ziri Alger
Siège de la rédaction
03, Rue Ali Boumendjel
Square Port Said, Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com
ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

Pour toute publicité, s'adresser à l'Agence Nationale de Communication d'Édition et de Publicité «ANEP» ALGER:
PUBLICITÉ 1, avenue Pasteur
email: agence.regie@anep.com.dz
Programation.regie@anep.com.dz
Téléphone : 021 73 71 28 / 021 73 76 78 / 021 74 99 81
Fax : 021 73 95 59

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Le ministre inspecte et inaugure

Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, entame une visite de travail et de terrain dans la wilaya d'Oum El Bouaghi pour inspecter plusieurs entreprises industrielles, ainsi que l'état des zones industrielles de la wilaya, a indiqué un communiqué du ministère.



Par Salim Chalabi

Le programme des visites d'inspection comprend l'inauguration de plusieurs unités industrielles publiques et privées, notamment une visite à l'entreprise public CABAM spécialisée dans la fabrication de chambres sahariennes, à Ain M'lila.

Le ministre a visité l'unité de laboratoire BIOMEST, spécialisée dans la production de milieux de culture bactérienne et de réactifs biologiques prêts à l'emploi, la société DEMOCEDES PHARMA, qui produit des matériaux pharmaceutiques anticancéreux. Il s'est également rendu à l'unité de production IMGSA spécialisée dans la production de fournitures médi-

cales et matériel pharmaceutique à Ain M'lila. M. Aoun a effectué une visite à l'usine de ciment Sigus, filiale du groupe GICA et les moulins de Sidi R'Ghiss. Selon des sources de ce ministère, les pouvoirs publics entendent par ces visites assainir un secteur névralgique et surtout mettre fin à la gabegie que certains veulent en caractériser la gestion.

BARRAGE VERT

26 millions de plants mis en terre dans le cadre du programme 2020-2023

Plus de 26 millions de plants ont été mis en terres dans les zones du barrage vert dans le cadre du programme 2020-2023 en cours, selon le dernier bilan annoncé par une responsable à la Direction générale des forêts (DGF). Ces plantations ont été réalisées sur une superficie de 43.558 hectares, a indiqué à l'APS, Mme Saliha Fortas, directrice de la lutte contre la désertification et du barrage vert auprès de la DGF. Selon ses explications, le choix des zones de plantation et des espèces à planter répond à des critères écologiques, " mais il y a également l'aspect économique et social qui entrent en ligne de compte ". Au-delà de l'importance écologique de cet ouvrage forestier qui consiste à protéger les régions du Nord de l'érosion et de l'ensablement provoqués par les tempêtes de sable, Mme Fortas a insisté sur son intérêt socio-économique. "Sa réhabilitation et son extension, relancées actuellement dans le cadre d'une stratégie renouvelée, vont contribuer davantage à la prospérité des populations vivant dans ses espaces", a-t-elle assuré.

"Les statistiques officielles de 2008 parlaient déjà de 7 millions d'habitants au niveau de ces espaces. Leur nombre devrait atteindre actuellement les 12 millions", a-t-elle avancé, en affirmant que le nouveau programme du barrage vert adopte une approche intégrée répondant aux besoins et aux aspirations de ces populations tout en tenant compte des vocations et des potentialités de ces espaces. Elle a souligné dans ce sens, la nouvelle approche multidimensionnelle du barrage vert qui implique la plantation d'espèces génératrices de richesse et résistantes à la sécheresse et aux feux de forêts. "Parmi ces espèces, nous avons les arbres rustiques tels l'olivier, le pistachier, l'amandier et le caroubier", a-t-elle énuméré. Elle a également cité le figuier de barbarie "qui constitue un rempart naturel contre les incendies de forêts en plus de l'utilité de ses feuilles utilisées comme fourrage pour les cheptels". Cette approche écologique et de socio-économique axe également sur le développement de la culture de plantes aromatiques et médicinales, la culture

de l'alfa et la promotion des activités artisanales utilisant les matières premières issues de ces espaces forestiers. "Nous encourageons vivement les agriculteurs, les femmes et les jeunes à s'impliquer dans ce programme ambitieux", a recommandé Mme Fortas, en mettant en avant le soutien apporté par le ministère de l'Agriculture et du développement rural pour les soutenir notamment à travers les formations gratuites, les facilitations administratives et les aides financières accordées par le crédit Rfig ainsi que les prêts octroyés aux jeunes via le dispositif de l'Anade (ex Ansej). S'étendant sur une superficie de 4,7 millions d'hectares réparties sur 13 wilayas et 1200 localités, le barrage vert est constitué de 63% du domaine pastorale avec une superficie dépassant les 2,33 millions d'hectares composé d'alfa et de fourrage. "Ce potentiel devrait faire prospérer l'élevage ainsi que la production laitière", a-t-elle estimé. S'agissant du domaine forestier, il constitue 18% de cet espace avec une superficie de 665.741 hectares.

Quant à la superficie agricole, elle est évaluée à 591.769 hectares, soit 16% de la superficie globale de cet ouvrage forestier. "Dans l'objectif de rentabiliser toutes les surfaces du barrage vert dont les terres appartenant aux particuliers, le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire a lancé une enquête pour répertorier toutes les terres inexploitées se trouvant dans les périmètres de cet espace", a fait savoir Mme Fortas. L'enquête en question "devrait permettre la classification des terres selon leur vocation et l'identification de leurs propriétaires afin de les inciter à les exploiter selon leur utilité", explique Mme Fortas. "Les terres classées fertiles seront destinées à l'agriculture, au reboisement ou bien à la plantation fruitière ou pastorale. Quant aux terrains infertiles, ils peuvent servir de foncier industriel pour la réalisation d'unités de transformation de produits agricoles, a-t-elle détaillé.

OOREDOO GROUP AN-
NONCE SON ADHÉSION À
L'IOT WORLD ALLIANCE
**L'opérateur qatari
Ooredoo se
prépare à vendre
ses tours télécoms
en Algérie**

Ooredoo Group, l'un des principaux fournisseurs de solutions IoT, a annoncé son adhésion à l'IoT World Alliance en tant que nouveau membre et seul opérateur représentant la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord au sein de l'Alliance. L'IoT World Alliance est la plus grande coopérative d'opérateurs de réseaux mobiles au monde. Agissant comme un forum mondial de fournisseurs de télécommunications, il se consacre au suivi des tendances en matière de connectivité IoT et au partage d'expertise avec les partenaires et les clients pour aider à réduire la complexité associée aux déploiements mondiaux d'appareils connectés. En tant que membre de l'Alliance, Ooredoo fait désormais partie intégrante des discussions mondiales sur l'IoT, partageant des informations précieuses issues de sa vaste présence dans la région et ayant accès à un puissant programme d'échange de connaissances et d'expériences. Ooredoo Group sera également en mesure d'aider d'autres opérateurs à faciliter une connectivité transparente pour les clients entrant dans la « région Ooredoo ». Cet avantage stratégique positionne Ooredoo comme un partenaire clé pour les opérateurs cherchant à étendre leurs services IoT sur de nouveaux marchés.

HAUSSE DES PRIX DES OEUFS Les difficultés de la filière avicole

Les produits de l'aviculture, œufs et poulets, qui sont habituellement très demandés durant la période estivale, ont surpris les consommateurs avec la hausse de leurs prix.

Le plateau d'œufs se vend aux alentours de 600 DA alors que le kilogramme de poulet est cédé à 560 DA.

Qu'est-ce qui explique cette flambée des prix durant ce mois d'août et à la veille de la rentrée sociale ? Selon des indications données par des professionnels de la filière avicole, plusieurs facteurs ont contribué à cette situation.

Tout d'abord, la hausse des coûts de la matière première, telle que le maïs et le soja, nécessaires pour l'alimentation des volailles, a joué un rôle majeur. Ensuite, cette année, près de 30% des cheptels a été touché par des maladies infectieuses, réduisant non seulement la quantité d'œufs produits, mais aussi celle de poulets destinés à la consommation. Enfin, en été, avec les fortes chaleurs et les risques d'incendies, de nombreux poulaillers ont cessé leurs activités, réduisant ainsi le niveau de la production, d'autant plus que certains d'entre eux n'étant déjà pas aux normes, ce qui fait que les quantités produites sont en deçà de la moyenne. D'autres arguments sont avancés comme, par exemple, les prix des différents types d'aliments pour volaille, passés de 3.500 DA le quintal en 2021 à 7.500 DA le quintal dernièrement en 2023. L'ONAB, qui applique des prix subventionnés, n'arrive pas à satisfaire toute la demande en aliments, ce qui fait que certains éleveurs se rabattent sur le marché informel, où les prix sont presque inabornables, les contraignant souvent à cesser leur activité. Résultat final, le nombre de poules pondeuses en Algérie se réduit d'année en année.

A cela s'ajoutent les maladies des cheptels qui nécessitent parfois la mise en œuvre de mesures sanitaires sur les poulaillers durant plusieurs semaines. Abordant cette problématique, Mokrane Nouad, consultant et expert en agroalimentaire, a mis le doigt sur d'autres problèmes, tout comme la «désorganisation de la filière qui contribue également à cette hausse par la multitude d'intervenants». Selon lui, «la régulation du marché par les pouvoirs publics en fixant le prix du poulet à 350 DA le kilogramme n'a pas eu l'effet escompté, mais au contraire, il a provoqué l'effet inverse». Car, dit-il, «les prix n'ont pas cessé d'augmenter», a-t-il argué. «L'administration des prix prônés par les prix pouvoirs publics n'a pas vu le jour», a-t-il commenté. Comme réponse à tout cela, l'expert a estimé qu'il y a lieu d'«industrialiser cette filière».

Seule voie, selon lui, pour «stabiliser les prix, mais aussi cela permettra une remontée de filière et sa pérennisation». En définitive, c'est les conditions liées au fonctionnement de la filière avicole, particulièrement les aspects liés aux approvisionnements en amont, qui ont un impact négatif sur la perturbation des prix à la consommation. Ajoutez à cela l'instabilité des éleveurs eux-mêmes dans l'activité avicole.

SANTÉ

Le ministère annonce la construction prochaine d'un gigantesque hôpital à Blida

Dans une démarche visant à améliorer la qualité des services médicaux offerts aux patients, le Ministère de la Santé et de la Population a annoncé son intention de bientôt entamer la construction d'un vaste hôpital dans la wilaya de Blida.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre du programme de développement approuvé par les autorités supérieures du pays, qui vise à réaliser de nouvelles infrastructures médicales publiques et privées.

Cet hôpital spécialisé, d'une capacité de 300 lits, verra le jour dans la municipalité de Beni Merad, au sein de la wilaya de Blida. Il abritera diverses spécialités médicales et marquera une première en Algérie, étant le fruit d'un investissement de cette envergure. Avec une superficie de 4400 mètres carrés sur un terrain total de 18 200 mètres carrés, cet établissement deviendra une référence majeure dans le paysage médical algérien. Ce projet s'inscrit dans le cadre d'un effort plus large visant à renforcer le secteur de la santé en Algérie. La



réalisation de nouvelles infrastructures hospitalières est un élément clé du programme de développement, approuvé pour répondre aux besoins croissants de la population en matière de soins de santé.

Le projet a obtenu toutes les licences nécessaires pour sa réalisation, ce qui garantit sa conformité avec les réglementations en vigueur. Cette étape cruciale permettra à l'hôpital de respecter les délais fixés et de

commencer à offrir ses services médicaux à la population dans les temps prévus.

Un impact positif sur la santé publique en Algérie

La construction de cet hôpital de pointe représente une avancée significative pour le système de santé en Algérie. En offrant une capacité de 300 lits, l'hôpital sera en mesure d'accueillir un grand nombre de pa-

tients, contribuant ainsi à réduire les temps d'attente et à améliorer l'accessibilité aux soins de santé.

Grâce à sa conception moderne et à ses équipements à la pointe de la technologie, cet hôpital sera en mesure de fournir des soins de qualité supérieure. Les différentes spécialités médicales disponibles garantiront une prise en charge complète et diversifiée des besoins médicaux de la population.

L'un des objectifs clés de ce projet hospitalier est de fournir des soins médicaux de haute qualité tout en garantissant leur accessibilité à tous. La localisation stratégique de l'hôpital au sein de la wilaya de Blida permettra de desservir un large éventail de patients, contribuant ainsi à la promotion de la santé publique.

CRÉDIT AGRICOLE

Contribution à l'amélioration de la productivité

Le secteur agricole voit son importance aller crescendo. Le gouvernement mise sur ce secteur vital. Plus que jamais, les banques sont appelées à jouer pleinement leur rôle, notamment en octroyant des crédits agricoles.

Le gouvernement «devrait encourager des moyens efficaces pour augmenter le flux de crédit bancaire aux entreprises privées dans le secteur agricole par une intermédiation bancaire efficace qui stimulera la productivité agricole», affirment Souria Hamache et Kahina Cherou, de l'université de Tizi Ouzou. Plaidant pour la création d'avantage de banques agricoles et l'amélioration du fonctionnement des banques existantes, les universitaires indiquent que les banques commerciales «devraient accorder plus de crédit au secteur privé, afin de bénéficier mutuellement au secteur agricole et au secteur bancaire». Il serait important, relèvent-elles, de «réviser les politiques de

crédit agricole et faciliter les procédures d'octroi de crédit aux agriculteurs». Les programmes de prêts sans intérêt «pourraient changer l'opinion des agriculteurs et accroître leur confiance dans les instituts gouvernementaux et le secteur bancaire». Il est important de noter que «la politique d'octroi de crédit ne peut être efficace que quand les crédits agricoles contribuent à l'amélioration et à l'augmentation de la productivité».

L'augmentation de la productivité, argumentent les universitaires, «mènera à l'accroissement de la croissance économique».

Par ailleurs, l'augmentation de la productivité «peut être obtenue, grâce à l'utilisation de la haute technologie dans l'agriculture et à la modernisation de l'équipement». Cependant, en raison de l'effet des niveaux faibles des revenus des agriculteurs impliqués dans les zones agricoles en Algérie et en raison de leur manque d'épargne à réinvestir, «la modernisation de la

production ne peut être réalisée». Le mécanisme de crédit agricole dans le pays «doit être développé, afin d'augmenter les possibilités de financement des investissements technologiques et de modernisation par les agriculteurs, ceci permettrait une augmentation du rendement global du secteur». Le Premier ministre, M. Aïmene Benabderahmane, avait affirmé que toutes les banques sont concernées par le financement de l'investissement agricole, mettant en garde contre tout refus de financement des dossiers des investisseurs agricoles remplissant les conditions exigées. Outre l'investissement, un plaidoyer est fait pour asseoir la culture de l'assurance chez les agriculteurs. L'assurance est un des principaux facteurs à même d'asseoir une agriculture moderne et d'assurer la durabilité des filières stratégiques sur lesquelles mise l'Algérie, avant d'appeler les agriculteurs à s'organiser en coopératives pour l'acquisition et l'exploitation du matériel agricole.

De la dépendance extérieure à la migration

La Société est une association d'associations. L'individu est lui-même une société, membre de plusieurs sociétés. Il n'y a pas d'association et d'individu libres, mais des individus et des associations stratégiques. Famille et libre association ont tendance à s'exclure dans certaines situations. En fait, la famille est une libre association dont la stratégie de reproduction est particulière. Associations, situations et stratégies se déterminent mutuellement. Toute association est libre dans la mesure où elle peut se composer étant données une situation et une stratégie.

1^{ère} partie

Par DERGUINI Arezki (*)

Dans un contexte de croissance de la consommation, le mythe occidental de la « libre association » a pris dans les anciennes sociétés de subsistance[1] caractérisées par un enracinement productif superficiel et par le concours de certaines institutions. Y dominent un secteur d'exportation et un secteur de subsistance. Le mythe de la « libre association » est conforté par la croyance que la croissance démultipliera la consommation au point d'assurer la consommation individuelle de l'ensemble des biens dont dépend l'individu. La société et le marché assurant à l'individu l'ensemble des biens nécessaires à son autonomie, l'individu peut alors subsister sans dépendre d'une consommation collective et de la solidarité familiale. Il est étroitement associé au mythe de l'histoire comme progrès et celui d'une croissance permanente.

Disjonction de la production et de la consommation ...

Dans mon expérience de septuagénaire, cela commence avec les études gratuites qui défont le rapport entre le travail et les études au sein de la famille. Les études ne sont plus un investissement du travail, elles se développent indépendamment et à priori (« formation initiale »). Ce qui a conduit à certains bénéfices sociaux, une certaine redistribution des positions sociales, mais aussi à des effets négatifs sur la productivité sociale (désarticulation du rapport du travail et des études). La dépense publique va entretenir cette séparation en amont (formation initiale) et en aval avec l'emploi public et l'urbanisation soutenus par un système de sécurité sociale (gratuité de la santé, système de retraite). Se juxtaposent alors un travail importé et un travail local dont le premier tend à se substituer au second au lieu de le féconder. La mécanisation ne sera pas le résultat simultané d'une rationalisation du travail social et d'une assimilation du travail importé par le travail local. Le marché des produits importés et l'emploi public, grâce au pétrole, s'interposent entre les individus et les familles, ils créent une offre et une demande qui dissocient la consommation des ménages de leur production. Ce qui soutenait la famille - la propriété et la consommation, après s'être transformées, soutient l'individu et la libre association : de collectives elles sont devenues individuelles, privées. La dissociation familiale se développe avec la multiplication de nouveaux liens d'interdépendance émanant des nouveaux centres de production et de consommation. La famille séparée de la production,



composée de salariés, ne perdure plus qu'en tant que centre de consommation. Elle se dissocie en ses éléments individuels avec le développement de la consommation individuelle de biens durables. L'association familiale comme unité de consommation collective prendra alors fin.

... des relations personnelles et impersonnelles ...

Là où le principal employeur est l'État, où ce sont les importations qui font le marché national, le type de famille dominant ne se compose plus que de salariés. Là où c'est un marché entretenu par de nombreux producteurs indépendants, la famille intègre les nouveaux liens d'interdépendance. Elle a ses clients et ses fournisseurs. Là où le marché et l'État dominant l'activité, les relations familiales doivent se soumettre à des relations impersonnelles. Mais là où le marché et la dépense publique sont faibles, les relations sociales mêlent les relations personnelles et impersonnelles de façon intense selon les situations[2]. Il y a une différence entre relations impersonnelles et relations de droit. Le Droit suppose une certaine généralisation des relations impersonnelles et une complémentarité favorable des relations personnelles à leur égard. Antagoniser les relations personnelles et impersonnelles n'a fait que favoriser une petite partie de la population sur le reste. Les relations

impersonnelles n'ont pu être favorables qu'à une minorité. Les relations personnelles et impersonnelles ne s'opposent pas pour s'exclure, elles se substituent et se complètent. Elles ont prises l'une sur l'autre. Les relations personnelles pour s'étendre et se soutenir ont besoin des relations impersonnelles. Les relations impersonnelles sont des relations personnelles régularisées, confiées à des automatismes qui épargnent de distinguer entre les personnes pour le bien de chacune. Le développement du réseau d'interdépendances et la complexification de la machine sociale ne peuvent s'effectuer sans le support solide des mécanismes. Mais un tel réseau ne peut être vivant sans être tendu par des relations d'une autre nature. Les relations impersonnelles ne peuvent être que le véhicule de ce qui passe d'un centre de transformation à un autre, d'une personne à une autre. Quand les relations personnelles et impersonnelles sont antagonisées, les relations impersonnelles ne peuvent se généraliser, des complémentarités favorables et défavorables s'installent dans des espaces circonscrits, les complémentarités favorables s'établissant dans des espaces circonscrits, celles qui sont défavorables plus généralement. Une minorité dominante peut abuser de la complémentarité favorable des deux types de relations avec le risque de la voir se transformer en complémentarité défavorable[3]. Le Droit dans un tel contexte d'antagonisation ne peut être alors que d'un usage discrétionnaire et répressif.

... de l'État et de la Société

Dans un contexte où le mythe de la « libre association » imprègne l'ensemble de la société par le travail d'un certain nombre d'institutions gagé sur une interposition disjonctive du marché et de l'État entre l'individu et la famille, un problème se pose : comment du travail de disjonction du lien social au niveau des familles est-il transformé en travail de conjonction au niveau global de la société ? Comment la fabrique d'individus séparés peut-elle faire une Société comme réseau de réseaux d'interdépendance qui s'auto-entretient ? La transformation a besoin d'opérateurs institutionnels appropriés. On voit la différence d'approche d'un État surplombant et transcendant la société : il s' imagine pouvoir la défaire et la composer, projeter une bipolarisation de la société autour de l'individu et de l'État en instituant le salariat et un système de sécurité sociale. Avec la surimposition de l'ordre public à l'ordre social, on change de plan. On a disjoint État et société avec un État qui tire ses ressources hors de la société, de la nature et du monde. On retrouve le même problème que précédemment. On a voulu disjoindre relations personnelles et relations impersonnelles pour instituer, on a voulu séparer État et société pour faire cette dernière par le premier. C'est bien ce qui altère le fonctionnement d'ensemble ; il y aura toujours des relations personnelles dans les relations impersonnelles et de la société dans l'État ; ce n'est pas leur coexistence qui est un problème c'est leur non-congruence. C'est leur complémentarité et leur substituabilité qui importent. En vidant les relations impersonnelles des relations personnelles, les relations sociales s'assèchent et perdent de leur vitalité. S'il faut comparer la société à une machine, ce serait alors une machine vivante. État et société sont l'un dans l'autre, ils se complètent et se substituent l'un à l'autre. La substitution d'un pôle par un autre ne peut pas se faire exclusion définitive. Comme le mort et le vif dans toutes choses, il y a de la mort dans la vie pour que la vie puisse se renouveler, il faut que des choses meurent pour que d'autres naissent. Faire équipe par exemple, c'est faire collectif telle une machine inerte et tel un corps vivant ; c'est mettre du vivant dans le mécanique ; c'est faire corps telle une seule personne, c'est mettre du singulier dans le général.

(*) Enseignant chercheur en retraite, Faculté des Sciences économiques, Université Ferhat Abbas Sétif ancien député du Front des Forces Socialistes (2012-2017), Béjaïa.
(à Suivre)

NAÂMA/IRRIGATION

164 autorisations de fonçage de puits depuis le début d'année 2023

Plus de 164 autorisations de fonçage de puits destinés à l'irrigation des terres agricoles dans la wilaya de Naâma, ont été octroyées depuis le début de l'année en cours, a-t-on appris mardi auprès de la direction des ressources en eau.

Ces autorisations ont été accordées par le guichet unique après traitement des demandes pour l'octroi de permis de fonçage des puits aux agriculteurs dans la période allant de janvier à la fin de juin dernier, a indiqué la directrice des ressources en eau, Hafsi El Kaïma. Ainsi, le nombre de ces permis accordés aux agriculteurs dans la wilaya s'est élevé, depuis 2020 jusqu'à présent, à 1.570, notamment pour ceux qui disposent de documents légaux pour l'exploitation de terres agricoles, sur un total de 3.059 demandes traitées au niveau du guichet unique, selon la même source. De son côté, la commission de wilaya chargée d'inspecter les terres exploitées sans documents, installée en mai 2023 a accepté, jusqu'au mois de juillet dernier, 191 demandes de forage de puits pour leur traitement définitif au niveau du guichet unique et ce, après l'étude par la commission de la wilaya des dossiers de 571 agriculteurs, a fait savoir le directeur des services agricoles, Boudjemaa Charouine.

L'octroi de ces autorisations permet l'irrigation des superficies dédiées à l'arboriculture fruitière, notamment les variétés qui résistent à la sécheresse, en plus des superficies limitées pour les légumes et les cultures stratégiques tels que le maïs et le colza, en plus de l'extension de la production de pomme de terre et de l'irrigation d'appoint destinée aux céréales et à l'aliment de bétail, a-t-on expliqué.

Par ailleurs, les services de la direction des ressources en eau ont accordé, en coordination avec la DSA toutes les facilités pour permettre aux agriculteurs titulaires d'acquérir le matériel de forage et bénéficier d'un soutien pour le forage de puits, dans le cadre du Fonds de soutien aux investissements agricoles, en plus de l'accord pour l'utilisation des techniques de fonçage les moins coûteuses.

Les demandes d'octroi des autorisations de forage sont traitées au niveau du guichet unique, qui regroupe en son sein des représentants de la direction régionale de l'Agence nationale des ressources en eau de l'Ouest (Oran), de l'antenne locale de l'Agence nationale de gestion intégrée des ressources en eau, les directions des services agricoles et de l'environnement et l'antenne de l'Office national des terres agricoles.

En accordant des permis d'exploitation pour le forage de puits, les membres du guichet prennent en considération un élément essentiel, celui de la préservation des nappes phréatiques pour l'utilité publique et l'approvisionnement des populations en eau potable.

CONSTANTINE/DOUANE

Une marchandise d'une valeur de plus de 32 millions DA saisie en 7 mois

Une marchandise d'une valeur de plus de 32 millions de dinars a été saisie par l'inspection divisionnaire des Douanes de Constantine entre le 1er janvier et le 31 juillet 2023, a déclaré mardi l'inspecteur principal, Abdelkrim Ghendous chargé de la communication auprès de l'inspection divisionnaire des Douanes de Constantine.

S'exprimant au cours d'une conférence de presse consacrée à la présentation du bilan des activités de l'inspection divisionnaire des Douanes de Constantine du 1er janvier au 31 juillet 2023, le même responsable faisant état de 31 dossiers de contentieux élaborés a indiqué que la marchandise saisie comprend entre autres 4 drones, des montres de luxe, accessoires de téléphones mobiles, produits cosmétiques et 1 kg d'or.

S'agissant des activités des brigades opérationnelles des Douanes couvrant les wilayas de Constantine et de Mila, le même responsable a fait état de la saisie de 8.600 comprimés psychotropes dans deux opérations distinctes.

Evoquant les contributions de l'administration des Douanes algériennes dans l'économie nationale, le même responsable

a indiqué que les opérations de vente aux enchères publiques des marchandises a permis la dotation du trésor public d'un montant dépassant les 13 milliards de dinars depuis début de l'année en cours au 31 juillet dernier.

S'agissant du mouvement de voyageurs au niveau de l'aéroport international Mohamed Boudiaf durant les deux mois de juin et juillet derniers, M. Ghendous a précisé qu'il a été enregistré plus de 24.400 départs et plus de 27.540 arrivées le mois de juin en plus de 44.105 départs et plus de 24.000 arrivées le mois de juillet dernier.

Durant le mois de juin dernier 240 avions ont atterri à l'aéroport Mohamed-Boudiaf contre 265 avions qui ont décollé, alors que durant le mois de juillet, il a été enregistré l'atterrissage de 281 avions et le décollage de 261 autres, a fait savoir le même

responsable.

Rappelant l'engagement des Douanes algériennes à offrir un service de qualité au profit des voyageurs, le même responsable a indiqué que toutes les doléances déposées auprès des services douaniers de l'aéroport Mohamed-Boudiaf (environ 20 depuis le début de l'année en cours) ont été "toutes prises en charge".

A ce titre, le même responsable qui a indiqué que les mesures de facilitation prévues par la direction générale des douanes (DGD) s'agissant notamment des procédures de vérifications, de contrôle des voyageurs ont positivement influé sur la durée de traitement des voyageurs (1 minute 25 secondes).

Une visite guidée au profit des journalistes a été organisée à cette occasion à l'aéroport international Mohamed Boudiaf.

BATNA

Une délégation vietnamienne visite plusieurs entreprises économiques

Une délégation vietnamienne, arrivée lundi à Batna, a visité mardi des entreprises économiques au chef-lieu de la wilaya, afin de s'enquérir des opportunités de coopération et d'investissement après la signature d'un accord de jumelage entre la wilaya de Batna et la province vietnamienne Diên Biên. La visite a débuté au centre de greffe d'organes du Centre hospitalo-universitaire, dont l'ouverture est prévue au premier trimestre 2024, et où les membres de la délégation conduite par le président du comité populaire de la province vietnamienne, Lê Thành Dô, en présence du wali de Batna, Mohamed Benmalek, ont reçu des explications sur cette intervention chirurgicale, la wilaya de Batna étant considérée comme leader national dans ce domaine. Pr Yazid Abdesmad, membre de l'équipe médicale en charge des greffes, a affirmé que l'exploitation du nouveau siège du centre insuf-

flera une dynamique à l'opération, soulignant que les efforts seront concentrés sur l'amélioration de la prise en charge des patients issus de 33 wilayas et sur l'extension de cette expérience par la formation d'équipes médicales dans d'autres régions du pays. La délégation hôte s'est ensuite intéressée aux potentialités agricoles de la wilaya, notamment l'arboriculture fruitière, à l'occasion d'une exposition tenue au siège de la Chambre de l'agriculture avec la participation de producteurs de plusieurs communes, dont des pomiculteurs et des apiculteurs. Les membres de la délégation ont aussi visité des entreprises économiques publiques et privées dans la zone industrielle de Batna, dont la laiterie Aurès, un abattoir avicole et une unité de fabrication de chaussures.

Après, ils ont rencontré des opérateurs économiques lors d'une exposition tenue au siège de la Chambre du com-

merce et de l'industrie, CCI-Aurès, qui s'est tenue avec la participation notamment de l'usine de fabrication de turbines entrée en activité en 2021 à Ain Yagout dans le cadre d'un partenariat al-géro-américain.

La délégation vietnamienne a porté un intérêt aux produits présentés, notamment agricoles, relevant que l'agriculture, le tourisme, les énergies renouvelables et la formation professionnelle sont des secteurs porteurs d'excellentes opportunités de partenariat bilatéral.

En visite de trois jours à Batna, la délégation vietnamienne se rendra dans l'après-midi de mardi et demain mercredi dans plusieurs autres entreprises, dont l'entreprise publique de fabrication de chaussures de N'gaous et la cimenterie d'Ain Touta dans la commune de Tilato.

Des soirées artistiques sont prévues pour présenter à la délégation la richesse culturelle et artistique de la wilaya de Batna.

Signature d'une convention de jumelage entre la wilaya de Batna et la province vietnamienne de Dien Bien

Une convention de jumelage et de coopération a été signée, lundi, entre la wilaya de Batna et la province vietnamienne de Dien Bien. La cérémonie de signature s'est déroulée au siège de la wilaya de Batna en présence du wali, Mohamed Benmalek, de l'ambassadeur du Vietnam en Algérie, Tran Quoc Khanh, accompagné d'une délégation conduite par le président du comité populaire de la province de Dien Bien, Le Thanh Do. Le wali de Batna,

Mohamed Benmalek, saluant cette "initiative bien étudiée aux niveaux central et local", a estimé qu'elle ouvrira de larges possibilités pour l'échange d'expériences, la concrétisation de projets et la création d'opportunités d'investissement. De son côté, M. Le Thanh Do, après avoir présenté les atouts et le potentiel de la province qu'il préside, a mis en exergue l'importance de cette convention pour le développement de la coopération entre la wilaya de

Batna et la province vietnamienne de Dien Bien, et pour le renforcement des relations bilatérales entre les deux pays. Soulignant que l'Algérie et le Vietnam ont "un dénominateur commun, celui de la résistance au colonialisme", il a indiqué que le 70ème anniversaire de la bataille de Dien Bien Phu sera célébré en 2024. M. Le Thanh Do a également évoqué la possibilité d'une coopération fructueuse entre la wilaya de Batna et la province de Dien Bien

dans plusieurs domaines, notamment le tourisme, l'agriculture, les énergies renouvelables et la formation professionnelle. La visite de la délégation vietnamienne dans la wilaya de Batna, qui se poursuivra jusqu'au 30 août, permettra aux hôtes des Aurès de visiter certaines entreprises économiques, publiques et privées, des exploitations agricoles, des infrastructures relevant des secteurs de la santé et de la culture, ainsi que des monuments touristiques.

La grande divergence Etats-Unis-Europe

Plusieurs décennies de croissance contrainte en Europe et de bonds en avant aux Etats-Unis ont creusé l'écart entre les deux économies. Riche en hommes, en énergie et en capitaux, le nouveau continent s'éloigne de l'ancien.

Solveig Godeluck

Prompt à se vanter, les Américains ? Persuadés que le déclin est inéluctable face à la Chine, ils ont du mal à admettre que leur économie s'est relevée plus vite que celle des autres grands pays développés après le Covid-19. Si seulement ils pensaient à se comparer aux Européens, ils se sentiraient plus forts. La pandémie n'est que le dernier soubresaut en date dans un quart de siècle qui a vu ces deux économies diverger en dynamisme et en taille, de part et d'autre de l'Atlantique. On peut faire remonter la grande divergence aux alentours de 1995, qui fut symboliquement l'an zéro de la révolution industrielle numérique avec l'introduction en Bourse de Netscape. Depuis cette date, le PIB par habitant a crû de 43 % en Europe de l'Ouest, pour atteindre un peu moins de 45.000 dollars courants en 2022, selon les données du FMI. Celui des Etats-Unis a crû de 62 %, à plus de 76.000 dollars. L'écart de revenu par tête n'était que de 11 % en 1995. Moins de trois décennies après, il a bondi à 41 %. Vu le grand écart des salaires, il n'est pas étonnant que le touriste français de passage à New York soit ébahi par le coût de la vie. Plusieurs chocs ont frappé les deux économies au cours de cette période. Eclatement de la bulle des dotcoms, crise financière de 2008, catatonie mondiale du Covid-19. Tout le monde est tombé,

mais les Etats-Unis se sont relevés plus vite et ont couru plus longtemps. Il y a aussi eu les délocalisations consécutives à l'admission de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce en 2001, qui ont affaibli le tissu industriel de part et d'autre. L'énergie et les subventions distribuées à la lance Avec l'essor chinois, les deux rives de l'Atlantique ont vu leur poids dans la richesse mondiale diminuer. Mais l'Europe de l'Ouest a plus perdu que les Etats-Unis. Alors quelle pesait 28 % du PIB mondial en parité de pouvoir d'achat en 1995, soit 7 points de plus que son partenaire transatlantique, depuis 2012 les deux économies pèsent à peu près autant, 15 % chacune. Une partie de la divergence s'explique par la démographie. En un peu moins de trente ans, en effet, l'Europe de l'Ouest, 428 millions d'habitants, n'a crû que de 10 %, contre 20 % pour les Etats-Unis. Toute fois, le Nouveau Monde est moins peuplé avec 335 millions d'habitants ; c'est donc qu'il bénéficie d'un dynamisme économique supérieur. Déjà riches en travailleurs aujourd'hui, les Etats-Unis devraient creuser l'écart avec l'Europe, qui vieillit plus vite, et qui doit contenir l'immigration pour éviter une implosion politique. La population active américaine est plus jeune, elle est qualifiée, et elle croît. La participation des femmes au marché du travail entre 25 et 54 ans a atteint un taux record de 78 %. Toutefois, l'addiction et les morts violentes ex-

cluent du marché du travail de nombreux jeunes gens, un phénomène qui n'accable pas l'Europe. Les Américains ont également su exploiter des ressources naturelles qui paraissent illimitées vu d'Europe. Du foncier, pour construire des usines ; de l'énergie bon marché, pour faire tourner la machine économique. Les investissements qui remontent à une douzaine d'années dans les technologies de fracturation hydraulique rapportent à plein aujourd'hui. Le pays est devenu un exportateur net de gaz naturel liquéfié en 2016, puis de pétrole en 2020. Depuis que l'Europe a dû se sevrer du gaz russe, le contraste est encore plus cruel. Cet hiver, quand les travailleurs européens s'emmitouflaient dans leurs bureaux à 19 °C, les industriels américains bien au chaud accroissaient leur compétitivité grâce à une électricité moins chère. Et que l'on ne se leurre pas, l'Europe est peut-être pionnière dans les énergies alternatives, mais le Texas ou l'Oklahoma investissent à fond dans les panneaux solaires, les éoliennes ou la séquestration carbone, avec désormais des subventions distribuées à la lance plutôt qu'à l'arrosoir. Capitaux et productivité du numérique Il faut une grande roue pour mettre en action ces travailleurs et ces ressources. Ce sont les capitaux, avec le marché financier le plus liquide et le plus profond du monde, là où l'économie européenne est encore largement financée par des prêts bancaires.

Les effets sont cumulatifs. Les success-stories américaines volent de levées de fonds mirifiques en bulles boursières. Les startup européennes deviennent licornes, « décacornes », puis s'encornent dans un plafond de verre. Résultat : six entreprises dans le monde pèsent plus de 1.000 milliards de dollars de capitalisation boursière, dont cinq américaines et pas une européenne. Les vedettes du Far West sont toutes des filles de la révolution industrielle numérique : Apple (3.000 milliards), Microsoft, Alphabet, Amazon et Nvidia. Mais résumer la vitalité de l'économie américaine à ses géants du Net serait réducteur. Grâce à ces fabricants de pelles et de pioches numériques, les autres entreprises ont gagné en efficacité, parce qu'elles ont investi pour s'équiper. Comme l'ont montré les économistes Robert Gordon et Hassan Sayed, la croissance de la productivité a ralenti en Europe en 1995- 2005, alors qu'elle accélérerait aux Etats-Unis. La contribution la plus forte n'est pas venue des sociétés high-tech elles-mêmes, mais des industries à forte intensité en technologies de l'information et de la communication. Ce sont ces dernières qui ont fait la différence au profit des Etats-Unis. L'intelligence artificielle et la robotique pourraient demain diffuser plus de productivité dans les entreprises à faible intensité technologique. On verra si elles investissent autant en Europe.

Les Echos

Entreprises : après l'engagement, la neutralité ?

Par Olivier Babeau

C'était devenu une évidence : l'entreprise ne devait plus être cette entité uniquement préoccupée de bien produire, d'utiliser les ressources efficacement, de créer de la valeur économique qu'elle avait pu être autrefois. Il était de son devoir d'être en pointe sur tous les combats sociaux de son époque. Les prises de position morales des entreprises étaient d'autant plus séduisantes qu'elles ne coûtaient généralement rien et constituaient d'efficaces arguments de communication. A dire vrai, les entreprises ont toujours navigué (avec cynisme diront les uns, pragmatisme diront les autres) dans le sens du courant. La soumission au sabre et au goupillon du moment a toujours été le choix le plus sûr pour une activité commerciale. Tout change

désormais. Jusque-là, la prise de position morale était aisée : il suffisait d'aller avec le flot. C'était facile dans une société où les grands messages moraux étaient relativement consensuels, où quelques valeurs rassemblaient tout le monde sans mal. Chanter avec le chœur était alors sans risque ni peine.

Disney détesté

C'est en revanche beaucoup plus compliqué dans des sociétés polarisées où les valeurs font l'objet d'âpres combats. Prendre parti pour l'un, c'est s'aliéner le parti adverse. Illustration récente : le choix d'un partenariat avec une personne transgenre par la bière Bud Light s'est traduit par une forte chute de ses ventes et une dévalorisation en Bourse de 15,7 milliards de dollars pour le géant Anheuser-Busch. Autre

cas frappant : l'engagement fort de Disney en faveur du « wokisme » a considérablement dégradé l'image de la marque. Alors qu'elle était la quatrième marque la plus aimée en 2019, elle est devenue en 2023 l'une des plus détestées (77e sur 100, selon le classement Axios-Harris). Sa valeur boursière a été divisée par 2,3 depuis 2021. Le problème est aujourd'hui d'autant plus patent que, les marchés étant globalisés et les activités internationales, beaucoup d'entreprises sont actives simultanément dans des sociétés aux options morales orthogonales, pour ne pas dire antithétiques. Difficile de fêter les minorités sexuelles et l'égalité des sexes dans un pays, et d'adopter ailleurs tous femme, là où les minorités sont sévèrement réprimées. Dans un monde où les images sont partout et voyagent en un clin

d'œil, le double discours n'est plus tenable : l'hypocrisie est trop évidente et commence à faire mal.

Garder un silence pudique

Cette dichotomie se retrouve aussi au cœur des entreprises. Avec des collaborateurs issus d'horizons variés, est-il réaliste de s'attendre à un consensus moral ? Dans un monde plus divisé que jamais, choisir un camp, c'est se mettre en première ligne sur le front. Les entreprises vont y trouver plus de déconvenues que de lauriers, sauf à jouer la carte (possible) de la niche identitaire limitant les perspectives de croissance. Elles doivent réévaluer leur stratégie de communication. Opter pour une neutralité bien réfléchie, concentrer leur message sur le produit et ses avantages, et garder un silence pudique sur

le reste, pourrait être le chemin à suivre. Dans un monde où chaque choix arme des ennemis contre vous, ne pas choisir est la meilleure option. Comme dans ces clubs où, pour maintenir l'harmonie, le règlement interdit toute discussion sur la religion et la politique, les entreprises gagneraient à proscrire les engagements allant au-delà des obligations légales. Une façon aussi pour elles de ne pas assumer à la place du politique la tâche qui lui est dévolue : trancher entre les épineuses questions contemporaines.

(*) *Président-fondateur de l'Institut Sapiens et professeur à l'université de Bordeaux. Dernier livre : « La Tyrannie du divertissement », éditions Buchet-Chastel, 288 pages, 21,50 euros.*

Source : Les Echos

OMAN

Inflation en hausse

Selon les données du Centre national pour les statistiques et l'information (NCSI), l'inflation a progressé de +2,1 % Dans le détail, cette hausse générale des prix a été principalement alimentée par l'augmentation du prix de la nourriture (+5 %), en particulier les matières grasses, la viandes et les produits laitiers, des services d'hôtellerie et de restauration (+4 %) et de la santé (+3,8 %). Les groupes omanais OQ, saoudien SAABIC et koweïtien KPI ont annoncé la signature d'un accord en vue de développer une usine pétrochimique associée à la nouvelle raffinerie de la zone économique spéciale de Duqm.

QATAR

Partenariat réussi

QatarEnergy et Chevron Phillips Chemical (CPCChem) réalisent le plus gros investissement pétrochimique de l'histoire pour construire le complexe pétrochimique de Ras Laffan, d'une valeur de 6 milliards de dollars. le ministre de l'énergie du Qatar et PDG de QatarEnergy, Saad Sherida Al-Kaabi, et le PDG de CPCChem, Bruce Chinn, ont signé un accord portant sur la création d'une coentreprise pour la mise en œuvre du projet, dont QatarEnergy détiendra 70 % et CPCChem 30 %. Son lancement en 2026 portera la capacité globale de production pétrochimique du Qatar à près de 14 Mt/an. Au troisième trimestre 2022, le PIB du Qatar a augmenté de 4,3 % en glissement annuel pour atteindre 48 milliards de dollars, selon les autorités qatariennes. Les activités extractives représentent 37 % de ce total. Le Qatar et l'Algérie signent un accord cadre en faveur du développement du tourisme algérien. Ce 2 janvier, en présence du ministre du tourisme algérien, la chaîne hôtelière qatarienne Retaj a signé un accord majeur avec la société publique algérienne Hôtellerie, Tourisme et Thermalisme (HTT) pour l'exploitation de leurs services. En 2022, le Qatar a produit près de 300 000 MW d'électricité à partir de déchets. D'après les autorités qatariennes, le Qatar a recyclé l'intégralité des déchets produits pendant la coupe du monde 2022 : 28 % ont été convertis en énergie verte, produisant 560 kWh d'électricité, et le reste a été recyclé en plastique, papier, métal et verres.

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE EN TUNISIE

Un secteur clé pour la croissance et la compétitivité

Promouvoir davantage les investissements dans l'industrie pharmaceutique est une opportunité pour la Tunisie. Malgré la petite taille de son marché, notre pays est une destination propice pour les investisseurs pharmaceutiques qui cherchent à exporter vers les marchés africains et européens. Afin d'atteindre ses objectifs, la Tunisie doit promouvoir davantage le développement du secteur et coordonner les politiques publiques et les différentes initiatives menées.

L'industrie pharmaceutique est un secteur important et en pleine croissance pour de nombreuses économies dans le monde. En 2020, le marché pharmaceutique mondial a dépassé les 1.300 milliards USD de revenus globaux et il devrait atteindre les 1.600 milliards USD d'ici 2025, selon «Iqvia Institute» (2021). Si le secteur reste dominé par les marchés développés, à savoir les États-Unis, l'Union européenne et le Japon, il existe également des opportunités croissantes pour les marchés émergents. Avec un marché de plus de 32 milliards USD, le secteur pharmaceutique de la région «Mena» devrait connaître un taux de croissance de près de 10% par an, soit une progression environ deux fois plus rapide que le marché mondial. Selon l'OMS, la Tunisie a le potentiel de jouer un rôle important dans le futur centre de transfert de technologie «ARNm» visant à donner aux pays à revenu faible et intermédiaire les moyens de produire leurs propres vaccins, médicaments et diagnostics pour pouvoir faire face aux urgences sanitaires et atteindre une couverture sanitaire universelle. Ces dernières années, un certain nombre d'initiatives ont été mises en place en Tunisie afin de favoriser les investissements dans le secteur pharmaceutique, notamment une feuille de route appelée «Pacte de partenariat public-privé pour le développement de la compétitivité du secteur pharmaceu-

tique» (Pacte sectoriel), élaboré en 2019. Si le Pacte fixe des objectifs concrets pour le développement du secteur et est issu d'un consensus entre toutes les parties prenantes concernées, la majorité de ses recommandations doivent encore être mises en œuvre. Une stratégie industrielle d'ensemble ainsi qu'un système de gouvernance plus solide pour le secteur sont également nécessaires.

Un marché de petite taille

«Bien qu'il ne représente que 1,5% du produit intérieur brut et que la taille du marché soit seulement de 681 millions USD (en termes de ventes), le secteur pharmaceutique est l'une des industries connaissant la croissance la plus rapide en Tunisie. Le marché devrait se développer à un taux de croissance annuel composé de 11,1% de 2021 à 2025, pour atteindre 747 millions USD», c'est ce qui ressort d'un document de travail, édité par l'Organisation de coopération et de développement économiques (Ocde) en 2022. Malgré la petite taille de son marché, la Tunisie est une destination propice pour les investisseurs pharmaceutiques qui cherchent à exporter vers les marchés africains et européens. « Actuellement, plus de 70 entreprises en Tunisie sont actives dans tous les segments de la chaîne de valeur pharmaceutique, depuis les activités de re-

cherche et développement, la fabrication d'intrants pour l'industrie pharmaceutique, jusqu'aux canaux de production et de distribution. En 2020, la production locale totale des entreprises pharmaceutiques était estimée à plus de 474 millions USD. Le marché est partagé entre les entreprises qui produisent des médicaments à usage humain (29%), suivies par les produits pharmaceutiques à usage unique (27%) et les autres produits pharmaceutiques (16%)», indique la même source. D'après les statistiques disponibles, les investissements étrangers dans le secteur pharmaceutique en Tunisie sont limités. Entre 2003 et 2021, le charbon, le pétrole et le gaz naturel ont représenté près de 25% (30,7 milliards USD) des IDE, tandis que les investissements dans les industries liées à la santé ne dépassaient pas 1% du total. «La Tunisie n'a reçu que trois investissements pour la fabrication de produits pharmaceutiques en 2006, 2009 et 2011 de la part de l'Italie et de la France. De même, elle a bénéficié de deux investissements en biotechnologie en 2003 et 2011, de la part de l'Allemagne et du Canada respectivement, mais ceux-ci étaient principalement liés à la vente et à la commercialisation de produits biologiques. Les principaux investisseurs en Tunisie sont les Emirats arabes unis, la France, le Qatar, l'Italie et l'Allemagne», selon l'Ocde.

MAURITANIE

Signature d'un accord de coopération avec le Gabon

Le ministre de la Transformation Numérique, de l'Innovation et de la Modernisation de l'Administration, M. Mohamed Abdallah Louly, a supervisé, ce lundi à Nouakchott, la signature d'un accord de coopération entre la Société Mauritanienne des Postes (Mauripost) et la Poste de la République du Gabon, cosigné par le Directeur Général de la Société Mauripost M. Aly Ould Issa et le Directeur général Adjoint de poste gabonaise, M. Johns Bouati Abinka. L'accord permettra aux expatriés des deux pays de bénéficier des services fournis par les deux institutions, notamment dans le domaine des transferts d'argent. Le ministre a souligné à cette occasion l'importance de l'accord dans le renforcement de la coopération bilatérale entre la Mauritanie et le Gabon, qui appartiennent

au même espace africain. Il a ajouté que l'accord créera un cadre de coopération entre les deux pays au service de la communauté mauritanienne résidant au Gabon, « qui reçoit une grande attention de Son Excellence le Président de la République, Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani. « L'accord de coopération entre la Poste Gabonaise et Mauripost, s'inscrit dans le cadre de l'intérêt accordé par Son Excellence le Président de la République aux communautés mauritaniennes à l'étranger, puisqu'il leur permettra de bénéficier d'un certain nombre de services dont la possibilité de faire des transferts financiers de n'importe quel point de la République gabonaise vers n'importe quel point de la Mauritanie », a affirmé à cette occasion le Directeur Général de Mauripost. Le Directeur général

adjoint de Poste Gabon gabonaise a salué, quant à lui les efforts, déployés par le ministère pour la réussite de cette coopération conjointe, « qui revêt une grande importance pour les deux pays ». Il a ajouté que l' accord a passé par des étapes portant sur le renforcement de la coopération et du partenariat entre les deux pays, à travers une loi qui permet aux deux communautés de se déplacer librement, tout en assurant la sécurité et la stabilité, et en travaillant pour trouver des opportunités pour les résidents des deux pays, et améliorer le produit en développant la stratégie du secteur sur les marchés à l'intérieur de la Mauritanie. La signature de l'accord s'est déroulée en présence du secrétaire général du ministère de la Transformation numérique et de plusieurs responsables du secteur.

NIGERIA

La croissance économique ralentit au 2e trimestre 2023, à 2,51%

La croissance de 3,58 % enregistrée dans le secteur non pétrolier au deuxième trimestre de l'année en cours a été contrebalancée par une contraction de 13,43% du secteur pétrolier, consécutive à la chute de la production de brut.

La croissance de l'économie nigériane s'est limitée à 2,51 % en glissement annuel au deuxième trimestre 2023 contre 3,4 % durant la même période de 2022, a annoncé le Bureau national des statistiques (NBS) dans un rapport publié vendredi 25 août. Le secteur des services a été le principal moteur de la croissance entre le 1er avril et le 30 juin, puisqu'il a enregistré une progression de 4,42 % et contribué à hauteur de 58,42 % au PIB global, a-t-on précisé de même source.

L'agriculture a progressé de 1,50 % alors que l'industrie s'est contractée de 1,94 %. La croissance de 3,58 % enregistrée dans le secteur non pétrolier au deuxième trimestre de l'année en cours a été cependant contrebalancée par les mauvaises performances du secteur pétrolier. L'industrie pétrolière s'est contractée de 13,43 %, la production quotidienne moyenne de pétrole ayant atteint 1,22 million de barils par jour au deuxième trimestre 2023 contre 1,43 million de barils par jour durant le même trimestre de 2022.

La croissance de l'économie nigériane au deuxième trimestre 2023 marque la 11e évolution trimestrielle positive consécutive du PIB de ce pays d'Afrique de l'Ouest. En 2020, le Nigeria avait enregistré une profonde récession due aux chocs combinés de la Covid-19 et de la baisse des recettes pétrolières. Cette année-là, le PIB du pays avait plongé de près de 8 % au deuxième trimestre. Mais la croissance économique est redevenue positive à partir du quatrième trimestre 2020.

POUR LA RECONSTRUCTION DES RÉGIONS TOUCHÉES PAR LE CONFLIT DU TIGRÉ

L'Ethiopie cherche à mobiliser 20 milliards \$

Le gouvernement a évalué les pertes économiques liées à la guerre civile qui a ravagé la région du Tigré pendant deux ans à plus de 28 milliards de dollars. La reconstruction des zones touchées par le conflit du Tigré (nord de l'Ethiopie) coûtera environ 20 milliards de dollars et nécessitera l'appui des institutions internationales et des investisseurs privés, a annoncé le ministre éthiopien des Finances, Ahmed Shide, dans un entretien publié dimanche 20 août par The Financial Times. « Nous avons besoin d'environ 20 milliards de dollars sur cinq ans pour reconstruire les zones touchées par le conflit. Les budgets fédéraux et régionaux

seront mis à contribution pour y parvenir, mais le soutien d'institutions telles que la Banque mondiale serait également nécessaire », a-t-il déclaré. Et d'ajouter : « La guerre civile a coûté à l'Ethiopie plus de 28 milliards de dollars en dommages et en pertes économiques. Compte tenu du niveau sans précédent des dégâts et des destructions, le redressement et la reconstruction auront un coût financier important ». L'économie éthiopienne a été mise à mal sur deux années à cause d'un conflit qui a éclaté en novembre 2020 entre le gouvernement central et des groupes rebelles dans la région du Tigré. Les rebelles tigréens et le gouvernement

central avaient signé, en novembre 2022, un accord de paix qui prévoit notamment le désarmement des forces rebelles, le rétablissement de l'autorité fédérale au Tigré et la réouverture des accès à cette région plongée dans une situation humanitaire catastrophique. La mise en œuvre de cet accord conclu sous l'égide de l'Union africaine (UA) est jusqu'ici sur la bonne voie comme en atteste le récent retrait du Front de libération du peuple du Tigré (TPLF), parti des autorités rebelles de cette région du nord de l'Ethiopie, de la liste des organisations terroristes. L'Ethiopie a officiellement demandé l'assistance du FMI pour financer la reconstruction

de ses infrastructures et renforcer ses réserves de change. La Banque mondiale et le FMI avaient suspendu en 2021 leur aide à Addis-Abeba après la publication de rapports de l'ONU faisant état de violations des droits de l'Homme et de crimes de guerre dans la région du Tigré. Le bilan humain du conflit demeure opaque, mais Amnesty International l'a décrit comme « l'un des plus meurtriers au monde ». Le chef de la diplomatie de l'Union européenne, Josep Borrell, avait, quant à lui, avancé le chiffre de 600 000 à 800 000 personnes tuées, ce qui ferait de la guerre au Tigré l'une des plus dévastatrices du XXIe siècle.

POUR NUMÉRISER LES DONNÉES DE SANTÉ DU PAYS

20 organisations s'associent et fondent «Transform Health Sénégal»

Le Sénégal travaille durement pour numériser totalement son système de santé. Pour atteindre les objectifs escomptés, le gouvernement reçoit le soutien des organisations locales spécialisées dans le domaine. Le secteur de la santé du Sénégal connaîtra de profondes mutations dans les prochains mois. Vingt organisations de jeunes, de femmes et de la société civile, sous la conduite d'ENDA Santé, ont lancé le vendredi 25 août à Dakar, la coalition « Transform Health Sénégal ». La plateforme a pour but de faciliter,

mutualiser et fédérer les initiatives visant à participer à la transformation numérique du secteur sanitaire au Sénégal. « Il y a beaucoup de défis sur la question de la digitalisation et de la gouvernance des données sanitaires et nous, acteurs de la société civile, en partenariat avec tous les secteurs, nous allons travailler sur ces aspects qui sont par ailleurs des questions de droits humains et de souveraineté pour notre pays pour trouver des solutions ensemble », a déclaré Abdou Aziz Mandiang, chargé de projet à ENDA Santé.

Dans le cadre de ses activités, la coalition Transform Health Sénégal réalisera la couverture sanitaire universelle du pays en développant l'utilisation de la technologie numérique et en améliorant l'accès aux données sanitaires. Elle va toucher les 14 régions du Sénégal. Pour y parvenir, Transform Health Sénégal travaillera aux côtés de l'Etat qui a mené jusqu'ici de multiples actions pour moderniser le secteur de la santé. En juin, le ministère de la Santé et de l'Action sociale avait annoncé à cet effet une subvention de 30 milliards FCFA

(49,8 millions USD), de la Banque mondiale pour la réalisation du programme national de digitalisation du système de santé (PDSS). Notons que la nouvelle coalition est soutenue par Transform Health, un mouvement mondial qui rassemble des organisations et institutions de différents secteurs. Ces dernières s'engagent à réaliser la couverture sanitaire universelle en développant l'utilisation de la technologie numérique. Transform Health Sénégal est la 6e coalition mise en place dans le monde.

BURKINA FASO

Les groupes français Meridiam et AMP perdent définitivement la concession de l'aéroport de Donsin

Alors que sa livraison est annoncée pour 2024, le chantier du nouvel aéroport du Burkina Faso vient de recevoir un autre coup d'arrêt qui crée des doutes sur le respect des délais initialement indiqués. Le gouvernement de transition au Burkina a approuvé mercredi en Conseil des ministres, la résiliation du contrat de concession de l'aéroport de Donsin attribué à un consortium constitué des groupes français Meridiam et Aéroport de Marseille Provence (AMP). Le groupement d'entreprises qui devait développer et exploiter le nouvel aéroport sur 30 ans vu son contrat suspendu en janvier 2023 à la suite du décès de 7 personnes causé par l'effondrement d'un bâtiment sur le chantier. L'incident a créé selon le gouvernement, des doutes sur la qualité des travaux, alors qu'un collectif des syndicats de l'aviation civile avait déjà soulevé l'existence dans le contrat, de clauses supposées défavorables pour l'Etat burkinabè. Les motifs de l'interruption définitive du contrat concernent entre autres la durée de la concession, le régime fiscal appliqué au consortium ainsi que des manquements à la réglementation intérieure en matière d'aviation civile. « Le partenaire privé devrait exploiter l'infrastructure pendant 30 ans avant de la remettre à l'Etat alors que son apport financier au projet est dérisoire. Aussi, le régime fiscal appliqué relève des insuffisances. Le modèle financier ne garantit pas non plus la pérennité des structures régaliennes de l'aviation civile » a expliqué le ministre burkinabè en charge des Transports, Roland Somda. Selon le programme d'investissement dévoilé après la signature de la convention de concession en octobre 2021, les exploitants français devaient investir 220 millions € dans la construction de la plateforme. Prévu pour remplacer l'aéroport de Ouagadougou-Taamsé construit dans les années 60, la nouvelle plateforme en chantier depuis novembre 2017 devrait être dotée d'infrastructures plus grandes et modernes, capables d'accueillir jusqu'à 1 million de passagers.

POINT-MARCHÉS

L'embellie devrait se poursuivre en Europe avec l'espoir sur la Fed

Les principales Bourses européennes sont attendues de nouveau en hausse mercredi à l'ouverture, toujours portées par l'espoir de la fin du resserrement monétaire aux Etats-Unis au regard d'un indicateur témoignant du ralentissement du marché du travail.

D'après les premières indications disponibles, le CAC 40 parisien devrait gagner 0,21% à l'ouverture, le Dax à Francfort 0,09% et le FTSE 100 à Londres 0,27%. L'indice EuroStoxx 50 est attendu en progression de 0,14%. En attendant la publication vendredi du rapport mensuel officiel sur l'emploi aux Etats-Unis, l'enquête Jolts a montré mardi un recul pour le troisième mois consécutif des offres d'emploi dans le pays à 8,827 millions en juillet, le niveau le plus bas depuis mars 2021. "Une mauvaise nouvelle est une bonne nouvelle, car les données soutiennent l'hypothèse d'une fin plus rapide du cycle de hausse des taux de la Fed malgré la récente rhétorique restrictive de son président, Jerome Powell", écrit dans une note Tina Teng, analyste marchés chez CMC Markets. Les investisseurs veulent désormais croire que la décrue du marché du travail sera confirmée par l'enquête du cabinet ADP, dont la publication est prévue à 12h15 GMT, alors que le dollar et les rendements obligataires, tombés à un creux de trois semaines, sont sous pression. De fait, la probabilité d'un statu quo sur les taux de la Fed en septembre est dés-

ormais de 89%, selon le baromètre Fed-watch de CME Group. Dans les indicateurs du jour, les investisseurs surveilleront aussi la deuxième estimation du produit intérieur brut (PIB) des Etats-Unis pour le deuxième trimestre, attendue en hausse de 2,4%, ainsi l'indice PCE des prix. En Europe, les premiers chiffres mensuels des prix à la consommation sont également attendus, notamment en Allemagne.

A WALL STREET
La Bourse de New York a fini en nette hausse mardi, portée par Tesla, Nvidia et d'autres valeurs à forte croissance dans le contexte d'optimisme sur les taux. L'indice Dow Jones a gagné 0,85% à 34.852,67 points. Le S&P-500, plus large, a pris 1,45% à 4.497,63 points, à un pic de plus de deux semaines. "Les investisseurs se disent, peut-être que les hausses des taux d'intérêt sont derrière nous, alors achetons des actions", a commenté Sam Stovall, stratège en chef chez CFRA Research. Le rendement des bons du Trésor américain sur dix ans s'est replié à 4,11%, tandis que ceux sur deux ans sont retombés sous le seuil de 5% autour duquel ils s'étaient

établis depuis plusieurs séances, ce qui a soutenu les valeurs de croissance.

EN ASIE
A la Bourse de Tokyo, l'indice Nikkei a fini sur un gain de 0,25% à 32.308,39 points et le Topix, plus large, a pris 0,43% à 2.313,38 points. Le MSCI regroupant les valeurs d'Asie et du Pacifique (hors Japon) .MIAPJ0000PUS progresse de 0,86%, troisième séance consécutive dans le vert, ce qui porte l'indice à un sommet de deux semaines. En Chine, le SSE Composite de Shanghai grappille 0,01% et le CSI 300 est pratiquement stable (-0,06%).

CHANGES/TAUX
L'indice dollar mesurant les fluctuations du billet vert par rapport à un panier de devises de référence .DXY accuse mercredi sa plus forte baisse depuis un mois et demi, les cambistes pariant sur le fait que les données sur l'emploi aux Etats-Unis

vont pousser la Fed à ne pas toucher à ses taux d'intérêt. L'euro s'échange à 1,0873 dollar. Les rendements des bons du Trésor américain à dix ans et à deux ans remontent légèrement mercredi, à respectivement 4,1452% et 4,9212% après leur forte chute de la veille. Les rendements du Bund allemand pour ces deux échéances s'affichent respectivement à 2,535% (stable) et 3,085% (+4 points de base).

PÉTROLE
Le marché pétrolier est soutenu par la forte baisse des stocks de brut aux Etats-Unis la semaine dernière et les inquiétudes liées à l'ouragan Idalia, qui s'est abattu sur le golfe du Mexique, à l'est des principaux sites de production de pétrole et de gaz naturel américains. Le Brent gagne 0,32% à 85,76 dollars le baril et le brut léger américain (West Texas Intermediate, WTI) 0,44% à 81,52 dollars.

BOURSE

Les valeurs à suivre à Paris et en Europe

Les valeurs à suivre mercredi à la Bourse de Paris et en Europe :
* CASINO CASP.PA - L'agence de notation Fitch a abaissé mardi de "CC" à "RD" la note de défaut pour les émissions en devises à long terme de Casino, déclarant dans un communiqué avoir pris cette décision après l'expiration du délai de grâce d'un mois pour le paiement d'un coupon obligataire de 400 millions d'euros.
* ERAMET ERM.T.PA - Le groupe minier a indiqué mercredi mettre en pause toutes ses opérations au Gabon après qu'un groupe d'officiers supérieurs de l'armée gabonaise a annoncé sa prise du pouvoir.
* VINCI SGEF.PA a annoncé mardi un trafic aéroport représentant 96,4% des volumes de 2019, et supérieur à ses niveaux pré-pandémie hors aéroports asiatiques.
* RENAULT RENA.PA, STELLANTIS STLAM.MI, VOLKSWAGEN VOWG_p.DE, BMW BMWG.DE - Les immatriculations de voitures neuves en Europe ont bondi de 15,2%

en juillet, 12e mois consécutif de croissance, dans un contexte de redressement du secteur qui se remet des problèmes d'approvisionnement liés à la pandémie de COVID-19, montrent les données de l'Association des constructeurs européens d'automobiles (ACEA) publiées mercredi.
* BRUNELLO CUCINELLI BCU.MI - Le groupe de luxe italien a relevé sa prévision de chiffre d'affaires pour cette année, s'attendant désormais à une croissance de 19% contre une estimation précédente de 17% à 19%.
* ASR NEDERLAND ASRNL.AS - L'assureur néerlandais a fait état mercredi d'une légère hausse de son bénéfice d'exploitation semestriel et d'un ratio de solvabilité supérieur aux prévisions du marché.
* DIRECT LINE INSURANCE GROUP DLGD.L a nommé mercredi Adam Winslow, patron d'une des branches d'AVIVA AV.L, au poste de directeur général du groupe britannique d'assurance spécialisé dans l'automobile et le logement.

Les Bourses chinoises dans le vert à l'ouverture

Les Bourses chinoises étaient en hausse mercredi 30 août dans les premiers échanges, dans le sillage de Wall Street et sur fond d'apaisement des inquiétudes des investisseurs quant à une nouvelle montée des taux par la Réserve fédérale. À Hong Kong, l'indice Hang Seng grimpait de 0,95% à 18.659,96 points. Même tendance à Shanghai, où l'indice composite gagnait 0,27% à 3.144,41 points, tandis que la place de Shenzhen avançait de 0,12% à 1.953,88 points.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 30 Août 2023 Valeur : 01 Septembre 2023					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		136.3073	136.3223
1	EUR	EURO		148.0434	148.1142
1	GBP	POUND STERLING		172.0400	172.0589
100	JPY	JAPANESE YEN		93.0616	93.0782
1	CNY	CHINESE YUAN		18.6904	18.6932
1	CHF	SWISS FRANC		154.8771	154.9645
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		100.4253	100.4660
1	DKK	DANISH KRONE		19.8641	19.8680
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.5046	12.5098
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.8428	12.8482
1	AED	UAE DIRHAM		37.1066	37.1208
1	SAR	SAUDI RIYAL		36.3350	36.3420
1	KWD	KUWAITI DINAR		442.1255	442.3177
1	TND	TUNISIAN DINAR		43.4179	43.8543
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.4447	13.4461
1	LYD	LIBYAN DINAR		28.1232	28.2674
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.5993	3.5997
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		180.7501	180.7501

CAC 40

En route pour une quatrième séance de hausse

diale. 'A la surprise générale, l'indice CAC 40 est venu casser la première résistance majeure à 7305 points et se repositionner idéalement pour un nouveau test sur seuil pivot de long terme à 7360 points', soulignent les chartistes de Kiplink Finance. D'après la société de Bourse, le double objectif technique est de se maintenir un certain

temps sur cette zone des 7305/7330 points en vue de transformer cet élan favorable en tendance haussière durable. 'L'indice CAC 40 n'a jamais été aussi proche graphiquement pour transformer un énième passage au-dessus des 7360 points synonyme d'un potentiel retour sur ses plus hauts annuels', assure Kiplink.

Pour mémoire, l'indice vedette avait atteint un pic de 7581,2 points à la fin du mois d'avril. La publication macro-économique du jour sera la première estimation de l'inflation en Allemagne pour le mois d'août, que le consensus voit refluer à 6,4% sur un an après +6,5% en juillet. Le point de mire de la semaine reste néanmoins la statistique de l'emploi d'août aux Etats-Unis, qui sera publiée vendredi, ainsi que ses implications éventuelles sur la politique monétaire de la Fed. L'enquête ADP sur l'emploi dans le secteur privé aux Etats-Unis, qui paraîtra ce mercredi à 14h15, pourrait donner un avant-goût de cette publication.

AVEC LES SANCTIONS OCCIDENTALES

Les profits du géant russe Gazprom de l'énergie s'écroulent

Dirigé par plusieurs proches du président Vladimir Poutine, le géant étatique russe a annoncé ce mardi une lourde chute de son bénéfice net semestriel à 2,84 milliards d'euros, toujours plombé par la chute de ses exportations de gaz vers l'Europe.

Les conséquences de la guerre en Ukraine pèsent sur les comptes de Gazprom. Avec la baisse des exportations de gaz vers l'Europe en raison de la fermeture en grande partie du marché européen pour limiter la manne disponible du Kremlin pour financer la guerre, les profits du géant étatique russe continuent de s'effondrer. Après une chute de 41% en 2022, le bénéfice net du premier semestre a été divisé par huit, à 296 milliards de roubles (2,84 milliards d'euros), contre 2.500 milliards de roubles (24,04 milliards d'euros) au cours de la même période de 2022. Pour rappel, faute de solution alternative réelle, les pays de l'UE continuent d'importer du gaz naturel liquéfié (GNL).

Faiblesse du rouble

« La baisse des exportations vers l'Europe a été partiellement compensée par une augmentation des livraisons vers la Chine, qui vont continuer à croître dans le cadre d'obligations contractuelles », a

commenté Famil Sadygov, directeur adjoint de Gazprom, qui a attribué la chute du bénéfice semestriel à la faiblesse du rouble, alors que la chute de la monnaie russe face au dollar s'expliquait justement par le tarissement des recettes d'hydrocarbures et une fuite de capitaux hors de Russie.

Réorientation des exportations

Face à ces difficultés, Gazprom, qui détient le monopole des exportations de gaz russe via gazoduc, a entamé ces derniers mois un changement stratégique, réorientant une partie de ses exportations vers l'Asie, où la demande énergétique est forte. L'an passé, les livraisons de gaz via le gazoduc « Force de Sibérie » dans l'Extrême-Orient russe à destination de la Chine ont ainsi atteint un maximum historique, à hauteur de 15,5 milliards de mètres cubes. Moscou tente aussi de rediriger une partie de ses exportations vers ses alliés d'Asie centrale, notamment le

Kazakhstan et l'Ouzbékistan, confrontés à des crises énergétiques malgré leurs ressources gazières et pétrolières.

Accord avec l'Ouzbékistan

En juin, l'Ouzbékistan avec qui la Russie veut créer une « union gazière » a signé un contrat de deux ans avec Gazprom pour la livraison de gaz russe, une première pour cet Etat d'Asie centrale, région vers laquelle Moscou tente de rediriger ses exportations plombées par les sanctions internationales. Les livraisons devaient débuter « à partir du 1er octobre », pour « un volume annuel total d'environ 2,8 milliards de mètres cubes » via le gazoduc Asie centrale-centre, construit sous l'URSS et qui relie la Russie aux ex-républiques soviétiques d'Asie centrale. L'Ouzbékistan a été confronté cet hiver à une grave crise énergétique en raison d'une forte croissance de la demande, couplée à un hiver particulièrement rigoureux et à des infrastructures vieillissantes.

BRÉSIL

Chute en trompe l'oeil des investissements chinois

En 2022, les investissements chinois ont chuté de 78% par rapport à 2021 à 1,3 milliard de dollars, soit le chiffre le plus bas depuis 2009. Un résultat qui s'explique par le temps pris par certains grands projets pour se concrétiser et qui contraste avec le nombre très élevé de projets ayant reçu des investissements chinois, au plus haut depuis 2018. Pourquoi la Chine a-t-elle beaucoup moins investi au Brésil en 2022 ? L'année passée, les investissements chinois ont, en effet, chuté de 78% par rapport à 2021 à 1,3 milliard de dollars, soit le chiffre le plus bas depuis 2009, selon un rapport publié mardi par le Centre entrepreneurial Brésil-Chine (CEBC).

En outre, ce montant est presque cinq fois moins élevé que les 5,9 milliards de dollars enregistrés il y a deux ans, quand le Brésil était en tête du classement mondial des pays recevant des fonds chinois.

En conséquence, le géant sud-américain a dégringolé à la neuvième place et a même été dépassé par son voisin argentin (1,34 milliard de dollars) en 2022.

Et ce alors que le Brésil et la Chine n'ont cessé de se rapprocher économiquement. Mi-avril, en visite à Pékin, le président brésilien, Lula, avait d'ailleurs déclaré vouloir « inviter Xi Jinping [le président chinois, ndlr] à venir au Brésil pour une réunion bilatérale, pour lui faire découvrir le pays et lui montrer des projets pour lesquels des investissements chinois

nous intéressent ». Les deux pays ont d'ailleurs scellé un accord fin mars qui a pour objectif de concurrencer le dollar dans les échanges commerciaux afin que les leurs ne se fassent que dans leurs propres monnaies.

Lula a ainsi assumé vouloir « renforcer » la relation avec la Chine, premier partenaire économique du Brésil avec 150 milliards de dollars en 2022 d'échanges commerciaux entre les deux Etats dont 89,7 milliards de dollars exportés par les Brésiliens vers la Chine.

La baisse des investissements chinois enregistrée en 2022 n'est donc pas le signe d'un éloignement de Pékin et Brasília. Cela « ne reflète pas un désintérêt de la Chine vis-à-vis des investissements au Brésil », a, en effet, assuré le CEBC, organisation qui vise à resserrer les liens entre les entreprises des deux pays.

Cette dernière avance comme explication le fait que « de grands projets annoncés l'an dernier mettent du temps à se concrétiser, en l'attente des licences environnementales ». En effet, si le volume financier a chuté de façon vertigineuse, le nombre absolu de projets ayant reçu des investissements chinois a atteint un nouveau record: 32 en 2022, en augmentation de 14% par rapport à l'année précédente, au plus haut depuis 2018.

Et malgré la baisse du montant des investissements chinois, le Brésil a pu bénéficier d'un flux important d'investissements étrangers qui ont

presque doublé l'an dernier par rapport à 2021 (+95%), à 90,6 milliards de dollars, selon des chiffres de la Banque centrale brésilienne cités par le CEBC.

Des fonds bienvenus dans ce pays que le gouvernement veut « remettre sur le chemin de la croissance ». En témoignage le plan annoncé mi-août par le président Lula. Baptisé « Nouveau Pacte d'Accélération de la croissance (PAC) », il consiste en un programme de grands travaux prévoyant des investissements publics et privés de 1.700 milliards de réais (près de 317 milliards d'euros). « Notre pays a besoin de crédibilité, de stabilité et de prévisibilité, et ce programme apporte ces trois ingrédients de base », a ainsi estimé Lula.

L'une des priorités de ce Nouveau PAC est de reprendre des chantiers déjà débutés, mais qui avaient été mis à l'arrêt en raison de difficultés financières dues notamment à la récession historique de 2015 et 2016.

C'est donc dans le bâtiment qu'est prévu le plus gros volume d'investissement avec 610 milliards de réais, soit environ 114 milliards d'euros, dont plus de la moitié consacrée au financement de logements sociaux du programme Minha Casa Minha Vida, un des projets phare des mandats précédents de Lula. Le Nouveau PAC prévoit également quelque 540 milliards de réais (environ 100 milliards d'euros) investis dans l'énergie et 349 milliards de réais (environ 65 milliards d'euros) dans les transports.

CHINE

L'épargne a bondi au premier semestre, sur fond d'incertitudes économiques

L'épargne auprès des grandes banques publiques chinoises a fortement augmenté au premier semestre, dans un contexte de ralentissement économique et d'incertitude pour les ménages et les entreprises.

La conjoncture et le manque de visibilité à court terme grippent la consommation, tandis que la situation du secteur immobilier, avec son lot de promoteurs au bord de la faillite et de logements inachevés, dissuade les Chinois de casser leur tirelire pour investir dans la pierre. Ce contexte morose a fait mécaniquement gonfler les niveaux d'épargne des banques, dans un pays où la population est déjà réputée peu dépensière. Industrial and Commercial Bank of China (ICBC) a annoncé mercredi une hausse de 14% sur un an au premier semestre du montant total épargné par ses clients. Il se chiffre à 33.373 milliards de yuans (4.206 milliards d'euros), a précisé la plus grosse banque de Chine en matière d'actifs. Pour sa part, l'épargne totale des clients de Bank of China (BOC) se chiffrait à 22.449 milliards de yuans (2.834 milliards d'euros).

Il s'agit d'une hausse de 14,8% sur un an du montant déposé les coffres de la première banque commerciale du pays pour les échanges de devises. Quant à l'épargne sur les comptes de China Construction Bank (CCB), elle a atteint 27.628 milliards de yuans (3.513 milliards d'euros) au premier semestre. C'est 14,2% de plus qu'il y a un an sur les comptes de la deuxième banque du pays en termes d'actifs, selon un comparatif avec les chiffres semestriels de 2022. L'épargne totale auprès d'Agricultural Bank of China (ABC) se chiffrait quant à elle à 28.231 milliards de yuans (3.582 milliards d'euros) au premier semestre, une hausse de 17% sur un an sur les coffres de la quatrième banque de Chine. La consommation est le principal pilier sur lequel entend se reposer la Chine cette année pour relancer son économie.

Mais les ménages sont prudents dans leurs dépenses et le montant total des prêts octroyés a atteint le mois dernier son niveau le plus faible depuis 2009, signe d'une activité au ralenti. Le pays a fixé pour 2023 un objectif de croissance d'«environ 5%». Certains économistes doutent qu'il puisse être atteint sans un véritable plan de relance.

ARNAQUE AU COMPTEUR

Quels modèles auto sont les plus touchés en 2022 ?

L'arnaque au compteur est monnaie trop courante puisque près d'une voiture sur 6 sur le marché de l'occasion serait concernée.

C'est une pratique malheureusement plus courante qu'on ne le pense. De nombreux vendeurs trafiquent leur compteur afin d'afficher un kilométrage plus avantageux lors de la vente. Ce n'est évidemment pas sans conséquence pour les acheteurs floués.

C'est une étude menée par CarVertical, qui permet de vérifier les infos d'une voiture d'occasion, qui démontre l'ampleur du phénomène. Pour ce faire, l'entreprise a passé au crible l'historique de 1,11 million de véhicules d'occasion au cours des 12 derniers mois. Le tout sur 24 marchés incluant aussi bien l'Europe que les USA.

D'après la Fédération Internationale de l'Automobile (FIA), en France, ce serait 600 000 voitures d'occasion qui seraient touchées par cette arnaque au

compteur. Cela est donc un risque certain pour les acheteurs et il n'est pas forcément simple de ne pas se faire avoir. Seuls les belges, grâce au Car-Pas obligatoire lors de la vente, tirent leur épingle du jeu en protégeant mieux les acheteurs. Sur les autres marchés, c'est la jungle.

Les pertes financières liées à la fraude au kilométrage sont estimées à 8,77 milliards d'euros par an, d'après une étude du Service de recherche du Parlement européen. Il faut dire que, d'après l'étude, 15,6 % de tous les véhicules seraient trafiqués. Et n'espérez pas de miracle en passant à l'électrique, 14,6 % présenteraient un compteur frauduleux.

Dans les faits, un véhicule plus usé qu'annoncé sera nécessairement plus coûteux en entretien que prévu. Quant aux électriques, cela trompe fortement



sur la capacité de la batterie restante. Par ailleurs, c'est éga-

lement une perte sèche pour l'acheteur qui surpaie une voi-

ture dont la valeur est en fait plus faible.

LES VOITURES AUTONOMES

Une énorme source de pollution ?

D'après une récente étude du MIT, les futures voitures autonomes pourraient devenir une énorme source de pollution.

Les voitures autonomes sont présentées comme l'avenir, mais une étude menée par des chercheurs du Massachusetts Institute of Technology (MIT) a révélé que cet avenir pourrait être vecteur de plus de pollution.

L'énergie nécessaire pour alimenter les ordinateurs avancés d'une flotte mondiale de véhicules autonomes émettrait la même quantité d'émissions de gaz à effet

de serre que tous les Data Centers existants dans le monde.

La technologie ne nous sauvera pas

Les data centers ont une empreinte carbone importante. Ils émettent actuellement environ 0,3 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre. C'est à peu près équivalent aux émissions annuelles de carbone d'un pays comme l'Argentine, selon l'Agence internationale de l'énergie. Les chercheurs du MIT ont dé-

cidé de construire un modèle statistique pour analyser les émissions de carbone possibles des voitures autonomes car peu d'attention y a été accordée. L'étude est basée sur la conduite de chaque véhicule pendant une heure par jour et avec un ordinateur utilisant 840 watts.

Les voitures autonomes seront excessivement gourmandes en données afin de fonctionner correctement et les résultats de l'étude montrent qu'un milliard de voitures autonomes généreraient des émissions similaires à celles des actuels data centers.

L'équipe a admis qu'il existe de nombreuses variables incertaines puisque les véhicules autonomes sont encore en train d'émerger. L'équipe du MIT émet également l'idée que les gens pourraient alors passer plus de temps dans leur voiture. En effet, en n'ayant plus besoin de conduire, on pourrait effectuer d'autres tâches dans notre voiture.

Cependant, un scénario alternatif suggère que les temps de conduite pourraient chuter puisque les algorithmes pourraient guider plus rapidement les voitures autonomes vers leurs destinations.

RENAULT

Quelles nouveautés dans la gamme du losange (2023-2025) ?

Que nous réserve Renault en 2023 et au-delà ? Au sortir d'une année 2022 chargée avec le lancement des Mégane E-Tech et Austral, la marque au losange s'apprête à garnir sa gamme de plusieurs nouveautés, inédites ou en restylage.

Entre nouveautés et relookings de modèles à venir, le calendrier des constructeurs peut parfois prêter à confusion.

2023 sera chargé pour Renault

La marque au losange, rival n°1 de Peugeot sur le marché hexagonal, n'a pas chômé en 2022 avec le lancement de deux modèles que nous n'avons pas manqué de couvrir en détails dans ces colonnes.

Le premier, la Mégane E-Tech, est devenu l'un des fers de lance de Renault sur le segment de l'électrique. Le deuxième,

l'Austral, relance les ambitions du constructeur sur le terrain des SUV familiaux.

Renault Clio restylée (2023)

En matière de restylage, 2023 verra l'arrivée d'une nouvelle Renault Clio restylée. La citadine prévoit en effet de troquer sa signature lumineuse en "C" à l'avant au profit de feux à LED.

Il faudra encore patienter pour en savoir davantage sur les nouveautés que cachera cette Clio revisitée. Outre le visuel de la partie avant, la gamme de motorisations devrait rester inchangée.

Renault espace SUV (2023)

Sacrifiant aux tendances an vogue sur le marché, le Renault Espace, en circulation

depuis 1983, va troquer son caractère monospace pour devenir un SUV crossover. La marque annonce un nouveau modèle de sixième génération qui fera ses débuts au printemps 2023.

A l'heure de décrire ces lignes, les premières informations ont été distillées au compte-goutte par le losange. On sait que ce nouvel Espace se démarquera de ses prédécesseurs sur base d'une carrosserie toutefois inspirée de l'Austral, dont il partagera déjà l'architecture CMF-CD.

Renault Mégane R.S. ultime (2023)

Renault ne pouvait clôturer deux décennies d'histoire sportive sans une dernière Mégane R.S à découvrir.

Cette ultime représentante dans l'histoire de Renault Sport, devenu Alpine Cars en

2021, est basée sur la Mégane R.S. Trophy et sera produite en série limitée à 1 976 exemplaires (en clin d'oeil à 1976, année de création du service compétition).

Un peu plus loin dans le temps, voici nos dernières informations sur le futur restylage du Renault Captur. Le SUV urbain, qui en est à sa 2ème génération depuis 2019, devrait s'offrir un relooking conséquent au second semestre 2023, pour un lancement à l'horizon 2024, ainsi qu'une version longue remplaçant le Scénic. Les modifications cosmétiques se concentreront essentiellement sur la face avant. Le design sera inspiré du concept Vision Scénic et du récent Austral. Il recevra donc des phares entièrement à LED plus minces, des entrées d'air de pare-chocs triangulaires et une nouvelle calandre recevant le nouveau

STATION PORTABLE JACKERY EXPLORER 240

Une solution d'alimentation portable pour toutes vos aventures !

Ne laissez jamais vos appareils électroniques déchargés lors de vos voyages en plein air. La station portable Jackery Explorer 240 est là pour vous offrir une solution pratique, puissante et portable pour alimenter tous vos appareils électroniques où que vous soyez.

Avec la station portable Jackery Explorer 240, vous pouvez prendre vos appareils électroniques partout. Que vous partiez en camping, en voyage ou que vous ayez besoin d'une source d'alimentation d'urgence, cette station d'alimentation portable est conçue pour répondre à tous vos besoins énergétiques. C'est une option en entrée de gamme parfaite pour tout ceux qui souhaitent s'offrir quelques moments en pleine nature sans contrainte.

Puissance portable à portée de main

Avec une capacité de batterie de 240 Wh, le Jackery Explorer 240 peut alimenter vos smartphones, tablettes, ordinateurs portables, petites lampes et autres appareils électroniques essentiels lors de vos déplacements. Ne soyez

jamais à court d'énergie, que vous soyez en plein air ou en déplacement.

Polyvalence des ports de sortie

Cette station d'alimentation est équipée de ports USB pour recharger vos appareils USB, d'un port AC (prise secteur) pour alimenter des appareils nécessitant une prise de courant standard, et d'un port DC pour les appareils fonctionnant à 12 V tels que les équipements de camping. Profitez de la polyvalence des ports de sortie pour alimenter une variété d'appareils en même temps.

Recharge pratique

Le Jackery Explorer 240 offre plusieurs options de recharge. Branchez-le simplement à une

prise murale pour une recharge complète en environ 7 heures. Vous pouvez également utiliser un panneau solaire Jackery SolarSaga 100W (vendu séparément) pour recharger la station en plein air. Pour les déplacements en voiture, utilisez un adaptateur allume-cigare pour recharger la station pendant que vous êtes en route.

Facile à transporter

Avec son poids d'environ 3 kg et sa poignée intégrée, le Jackery Explorer 240 est conçu pour être facilement transportable. Emmenez-le partout où vous allez, que ce soit pour le camping, les randonnées, les pique-niques ou les situations d'urgence. Soyez prêt à faire face à tous les imprévus avec une source d'alimentation portable à portée de main.

RÉSEAUX SOCIAUX

Twitter accuse Microsoft d'utilisation abusive de ses données

Elon Musk accuse Microsoft de ne pas avoir respecté son accord avec Twitter concernant l'utilisation des données du réseau social, un reproche qui s'inscrit notamment dans la course à l'intelligence artificielle, très gourmande en données numériques. Twitter assure que Microsoft a utilisé plus de données qu'il n'en avait le droit, et qu'il en a communiqué certaines à des agences gouvernementales sans permission. La plateforme, rachetée en octobre par le patron de Tesla, note par ailleurs que Microsoft a « refusé de payer même un taux réduit pour continuer à avoir accès aux API de Twitter et à ses contenus ». Les API permettent à des entre-

prises tierces, comme Microsoft, de développer des outils pour ses propres produits (logiciels publicitaires, applications dans le nuage informatique, etc). « Malgré les limites, les programmes de Microsoft ont accédé aux API de Twitter plus de 780 millions de fois et récupéré plus de 26 milliards de tweets rien qu'en 2022 », assure la lettre, avant de réclamer un audit détaillé. Microsoft a confirmé dans la soirée avoir été sollicité par les avocats de la plateforme sur son « usage antérieur des API gratuits de Twitter ». « Nous allons examiner ces questions et y répondre de manière appropriée », a déclaré un porte-parole de l'entreprise dans un communiqué, précisant se ré-

jouir à l'avance « de poursuivre notre partenariat à long terme avec l'entreprise ». Twitter, en situation financière précaire, a annoncé en mars que les développeurs allaient devoir payer plus pour accéder à ses services et données. Et le mois dernier, Elon Musk a accusé Microsoft « d'entraîner illégalement » ses technologies d'intelligence artificielle (IA) à partir des données de Twitter. « L'heure du procès a sonné », a-t-il tweeté. Le succès de ChatGPT, l'interface d'IA générative d'OpenAI capable de produire toutes sortes de textes sur simple requête en langage courant, a lancé une véritable course à cette technologie entre les géants américains de la

technologie. Microsoft semble avoir pris la tête, notamment grâce à ses investissements majeurs dans OpenAI. Le groupe de Redmond rivalise avec Google d'annonces sur l'intégration de nombreux outils d'IA générative à leurs moteurs de recherche, suites bureautiques et nuages respectifs. Mais ces interfaces dépendent de larges modèles de langage, des systèmes d'IA entraînés sur des montagnes de données pour être capables de former des phrases cohérentes ou de créer des images convaincantes. Elon Musk, qui a cofondé OpenAI en 2015 avant d'en partir, a récemment fondé sa propre société d'IA, baptisée X. AI.

ADIEU SMARTPHONES, BONJOUR AI PIN

Cet appareil remplacera-t-il nos smartphones ?

La start-up Humane vient de dévoiler le nom de son appareil révolutionnaire sans écran et en donne un détail supplémentaire. Animé par une IA, il est conçu pour remplacer avantageusement un smartphone. Humane cultive l'art du secret en distillant par petites doses des informations sur son accessoire soi-disant révolutionnaire conçu pour supprimer l'écran et remplacer les smartphones. Et cela fait le buzz ! La start-up vient en effet d'annoncer que son assistant de poche portera le nom d'AI Pin. Cet appareil qui s'accroche à un vêtement telle une « broche » (pin en anglais), enfermera de nombreux capteurs, à commencer par une caméra. Elle permettra à son IA d'interpréter ce qu'il se passe autour de son porteur. Un contexte qui est censé l'aider à mieux répondre aux interactions. Les informations visuelles peuvent être affichées grâce à un projecteur et des gestes des mains servent à déclencher certaines commandes. L'accessoire est animé par une puce

Snapdragon de Qualcomm spécifiquement développée pour l'appareil. Humane a comme partenaires Microsoft et même Volvo. On connaît maintenant le nom de l'appareil qui prétend pouvoir remplacer les smartphones.

Un ancien d'Apple dévoile un mystérieux appareil qui pourrait remplacer nos smartphones

Lors d'un TED, le fondateur de la start-up Humane, Imran Chaudhri a présenté un appareil révolutionnaire sans écran. Animé par une IA, il pourrait remplacer un smartphone. Un vent de mystère et de secret intrigant entoure Humane, une start-up américaine fondée par des anciens d'Apple. L'un de ses deux créateurs, Imran Chaudhri, n'est rien d'autre que le designer de l'interface d'iOS pour l'iPhone. L'autre, c'est sa femme Béthanie Bongiorno qui a travaillé sur l'iPad avec lui. Imran Chaudhri

vient justement de participer à une conférence TED durant laquelle il a levé le voile sur un appareil inédit développé par l'entreprise. Sur la vidéo, filmée lors de cette conférence, le designer montre comment il utilise un accessoire fixé sur son blouson. L'appareil, animé par une IA faite maison, est dénué d'écran. Il est totalement autonome et n'a pas besoin d'être jumelé à un smartphone pour fonctionner. Il répond à des commandes vocales et gestuelles, et peut afficher des informations en les projetant sur des surfaces se trouvant à proximité. Lors de sa démonstration, Imran Chaudhri a ainsi passé un appel téléphonique à son épouse. Les informations de ce coup de fil étaient projetées dans la paume de sa main. Durant ses explications, le designer a grandement vanté les mérites du développement des IA actuelles et expliqué que, justement, sa plateforme a été conçue à partir de zéro pour fonctionner à partir d'une intelligence artificielle.

LES CLÉS D'ACCÈS Elles annoncent la mort du mot de passe

Anna Pobleets a passé les dernières années à se donner pour mission de faire des mots de passe une chose du passé, mais les clés d'accès — la technologie qui pourrait les remplacer — n'ont jamais vraiment été sur le point d'être largement adoptées par les consommateurs avant cette année. « Nous voyons de très grands sites comme eBay, Best Buy et Google, qui a annoncé au début mai qu'il prendrait en charge les clés d'accès sur les comptes Gmail », a expliqué Mme Pobleets, responsable du « sans mot de passe » chez 1Password, une société de gestion de mots de passe de Toronto.

« C'est vraiment un point de bascule, lorsque tout d'un coup, un milliard d'utilisateurs peuvent ajouter des clés d'accès (à leur compte Gmail), s'ils le souhaitent. » La décision de Gmail faisait suite à celles d'Apple, Shopify, Microsoft, DocuSign et PayPal, qui prenaient déjà en charge les clés d'accès – un identifiant numérique qui s'appuie sur une cryptographie qui peut déverrouiller des comptes simplement en « lisant » un visage ou une empreinte digitale sur un téléphone. Les spécialistes croient que les clés d'accès sont plus sûres que les mots de passe puisqu'elles ne comprennent pas de chaîne de caractères, de chiffres et de symboles à mémoriser, ce qui les rend plus difficiles à pirater. Elles n'ont pas besoin d'être changées et ne peuvent pas être volées par quelqu'un qui les devine ou qui jette un coup d'œil par-dessus l'épaule d'un utilisateur. En outre, il n'y a aucun moyen d'en utiliser une de façon accidentelle ou sur un mauvais site web.

« Les clés d'accès sont si excitantes parce qu'elles sont [...] en fait plus efficaces et plus sûres », a fait valoir Claudette McGowan. Après 19 ans à la Banque de Montréal et près de trois ans à la Banque TD, Mme McGowan a récemment fondé Protexxa, une plateforme établie à Toronto qui tire parti de l'intelligence artificielle pour identifier et résoudre rapidement les problèmes de cybersécurité des employés. Au cours de ses années passées dans le secteur bancaire, les mots de passe étaient la principale vulnérabilité. « Quand les choses déraillaient, ce n'était jamais parce que le cryptage ne fonctionnait pas ou que les pare-feu ne fonctionnaient pas, a observé Mme McGowan. Il y avait toujours un humain au centre du problème. » Les clés d'accès, cependant, sont une défense contre les attaques d'hameçonnage, où les gens sont dupés en donnant leurs mots de passe aux pirates qui leur envoient des courriels ou des textos avec des pages de connexion se faisant passer pour des entreprises légitimes.

Mots fléchés

Ville de corse		Jésuite italien		Qui sert		Une fleur		Roi d'Ithaque	Fait la fermeture		Fromage corse		Fruit des bois	
Biscuit corse		Sauce au poisson		Postes de radios		Un peu de lumière					Vallée		Est personnel	
											Ville de corse			
Commune de corse									Amiral corse					
									Bonne note					
Comme celles de Brel										Avant ou après			On y trouve des têtes à clap	
Une toxine										Faux frère				
						Famille de plantes								
						Jambon corse								
De sabre ou de bouillon	Possessif				Pâtisserie				Fameux berger					Oedème
	Respectable								Empeste					
							Philosophe grec							
							Tâché							
Chef de Dubaï					Sur Tille			Un tissu			Période			
Indéfini					Présenta le fil			Champignon			Petit château			
		Ville de corse	Ouvre la porte							Vieille langue			Allez latin	
			Un paresseux							Comme le haricot				
Bouclier				Un archipel										
Vital et engagé				Colorant de lichen							Tête qui relève			
									Dans la cuisine corse					
									Véhicule					
Mont de la bible							Ceinture jaune				Après bis			
Pas assez fin							Regimber				Fils de Procas			
					Commune du pays basque								Comme le tatou	
					Monte ou file									
Fait l'article			En fin de soirée					Sans compagnie						Ne vont pas dans les bois
Est réfléchi			Commune de corse					Tondu						
		Vermouth							Gâteau aux pruneaux	Blé ramassé	Bonne note			
		Était royal à Paris									Négation			
Oiseau au bec fin	Fleuve de corse					Purifier								
	Poème lyrique					Gemme ou gros								
							Ville de corse							
							Article étranger							
Une bonne trempe								Au Brésil				Ferrure		
Maitresse de Zeus														
				Souvent avec lui					Ont quitté leurs lits					

Le climat économique se dégrade au mois d'août

Le climat économique de la zone euro s'est dégradé en août, poursuivant la baisse constante observée depuis le début de l'année, montrent les données publiées mercredi par la Commission européenne. L'indice mensuel du sentiment économique de la Commission européenne est tombé à 93,3 en août, contre 93,5 en juillet. L'optimisme dans l'industrie s'est détérioré, passant de -9,3 en juillet à -10,3. Le sentiment dans les services, qui contribuent le plus au produit intérieur brut (PIB) de la zone euro, est tombé de 5,4 en juillet à 3,9. Les attentes des consommateurs quant aux prévisions d'inflation pour les 12 mois à venir ont bondi à 9,0 contre 4,9 en juillet, rompant ainsi avec la tendance à la baisse observée depuis avril.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Jeudi 31 Août 2023 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



ALLEMAGNE

Timide repli de l'inflation en août, à 6,1% sur un an

L'inflation en Allemagne a poursuivi son lent recul en août, à 6,1% sur un an, restant très éloignée de l'objectif de stabilité des prix fixé par la Banque centrale européenne, selon des chiffres provisoires publiés mercredi. L'indicateur recule de 0,1 point de pourcentage par rapport à celui de juillet, a indiqué dans un communiqué l'institut Destatis et dépasse la prévision des analystes sondés par Factset qui était de 6,0%. Servant de référence pour la Banque centrale européenne (BCE), l'indice des prix harmonisé a lui aussi baissé en août, à 6,4% sur un an. Sur un mois, les prix ont augmenté de 0,3%. Comme en juillet, les chiffres d'août ont été influencés par plusieurs effets de base, qui devraient s'estomper sur le reste de l'année. La hausse des prix de l'énergie a été de 8,3% sur un an, dépassant celle d'août 2022 qui était marquée par des mesures gouvernementales pour calmer les prix de l'énergie, après leur flambée dans le sillage de l'invasion russe en Ukraine. Les prix des services progressent de 5,1%, en comparaison à août 2022 où avait été introduit un billet de transport public à 9 euros par mois dans tout le pays.

PÉTROLE

Le Brent à plus de 86 dollars

Les prix du pétrole montaient légèrement, ce mercredi, sur fond de risques géopolitiques qui pèsent sur l'offre, et des premières statistiques pétrolières aux Etats-Unis montrant une chute des stocks. Le baril de Brent de la mer du Nord gagne 0,67% et s'affiche à 86,06 dollars.

Le prix du pétrole est poussé vers le haut par une baisse des statistiques pétrolières américaines et la situation au Gabon, un pays producteur de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), avec une production d'environ 200.000 barils par jour, expliquent des analystes.

Par ailleurs, les investisseurs attendent la publication de l'état des stocks hebdomadaires commerciaux américains par l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA) pour la semaine achevée le 25 août. La fédération des professionnels du secteur, l'American Petroleum Institute (API), a estimé mardi que les stocks de brut avaient fondu d'environ 11,49 millions de barils la semaine dernière, mais que ceux d'essence avaient augmenté de 1,395 million de barils.

« Si une telle baisse est confirmée (...)



par l'EIA, cela devrait être résolument positif pour les prix du pétrole », soulignent les analystes. Ces derniers tablent pour leur part sur une chute de 2,191

millions de barils des réserves commerciales de brut, et sur une baisse de 1,25 million de barils d'essence, selon Bloomberg.

Chronique Eco

d'Anouar El Andaloussi

Loin d'être seulement une question technique, la monnaie BRICS, ou du futur espace BRICS, pose de nombreux problèmes les uns d'ordre économique et financier et d'autres de nature politique et géopolitique et même de sécurité.

Une monnaie comme étalon de mesure, d'échange et de réserve doit avoir plusieurs attributs et plusieurs caractéristiques dont les deux plus importantes, sont la puissance économique de l'émetteur (ou des émetteurs) et la confiance de ceux qui souhaitent en faire usage. Aujourd'hui toutes les monnaies sont circonscrites dans un espace institutionnel et géographique, celui d'un pays ; à l'exception de l'Euro qui est une monnaie qui couvre une grande zone géographique composée de plusieurs Etats souverains. Le dollar est la monnaie des USA et de certains petits pays qui ont adopté le dollar comme monnaie nationale. Le dollar est devenu monnaie dominante dans les échanges internationaux et monnaie de réserves grâce à plusieurs facteurs dont l'avantage accordé au dollar par les Accords de Bretton-Woods grâce à son indexation sur l'Or. La sortie de cette indexation en 1971 a été une décision exclusivement américaine (il s'agit de leur monnaie nationale) et le dollar est demeuré une monnaie internationale dans les échanges et les réserves ; parce que derrière le dollar, il y a une économie forte et même dominante et surtout une puissance militaire présente dans toutes les régions et les océans, ce qui a donné confiance (plus qu'à d'autres monnaies) aux usagers de cette monnaie sans qu'elle soit garantie par l'Or. Dès 1971, plusieurs projets avaient pour ambition non seule-

ment la limitation de l'hégémonie américaine, mais aussi une redistribution des revenus entre pays développés et pays sous-développés. Mais aucun de ces projets n'a abouti. L'Amérique a fait jouer sa puissance pour empêcher toute velléité dans ce domaine. Les intérêts des USA dans le système d'hégémonie du Dollar sont immenses. Kadhafi aussi a fait une tentative pour créer une monnaie africaine et une Banque pour contourner le Dollar et le système Bretton-Woods. On sait maintenant comment Kadhafi a fini son parcours et avec lui son projet.

Plusieurs propositions concernant un système nouveau de "monnaie marchandises" basé sur les principales matières premières ont été élaborées même avant 1971. Mais depuis cette date, la création d'une "monnaie marchandises" servant d'unité de réserve internationale est devenue une priorité pour beaucoup de pays ou d'espaces économiques, dont l'Europe encore organisée en CEE. L'Europe a mis plus de 30 ans pour lancer sa monnaie (Euro) après avoir organisé l'intégration économique et l'utilisation d'une unité de compte, l'ECU, qui n'est pas une monnaie. S'il faut remplacer, ou du moins compléter les monnaies internationales existantes (Dollar et Euro, Yen, Franc suisse,...) c'est parce que tout système monétaire a besoin d'un pivot autour duquel les autres éléments vont se définir.

L'idée qui séduit serait celle de revenir à un étalon ou un gage concret de l'émission monétaire, ce ne serait pas l'Or, puisque cette marchandise n'a pas une vie réelle dans les économies, mais un groupe de marchandises qui ont cours dans la vie économique. Ces marchandises pourraient être une combinaison de matières premières (énergie, céréales, phosphates,

métaux...). Dans tous les cas il faut une institution qui va gérer cette monnaie, car le système d'étalon marchandises sera difficile à réguler. En raison de la fluctuation des prix de ces marchandises, la valeur de la monnaie risque elle aussi d'être instable en permanence, ce qui n'est pas de nature à construire la confiance. Mais comme la part de chaque marchandise dans le panier sera relativement faible, le système peut fonctionner dans une certaine stabilité ; mais à charge pour l'institution qui sera chargée de la gestion de la monnaie commune de suivre et de corriger les paramètres de cette dernière en fonction de l'évolution des valeurs des marchandises étalon.

Tout compte fait, le remplacement du Dollar par le Yuan ou par le Rouble ou par la Roupie semble ne pas être la démarche la plus rationnelle ou la plus viable. En effet, la volonté de sortir d'une monnaie hégémonique, le Dollar, pour tomber dans une autre, le Yuan le plus probable, ne sera pas du goût des promoteurs du nouveau système. La lutte de leadership entre la Chine et l'Inde et les différends historiques entre eux seront les principaux obstacles à la construction du nouveau système.

La Chine est plus favorable à élargir le Club BRCS que l'Inde, car pour la Chine, plus il y a de membres de moindre importance, plus son influence sera plus grande grâce à sa puissance économique et ainsi neutralisera l'Inde.

La dé-dollarisation n'est pas pour demain, mais l'initiative des BRICS de lancer le projet d'une nouvelle monnaie plus juste est une grande opportunité pour amorcer le dialogue pour un monde plus juste, multipolaire, moins violent et surtout plus durable.

La monnaie des BRICS

Une question très complexe